



HAL
open science

A l'école de la défiance. Enquête nationale de climat et d'expérience scolaire dans le second degré

Eric Debarbieux, Benjamin Moignard

► To cite this version:

Eric Debarbieux, Benjamin Moignard. A l'école de la défiance. Enquête nationale de climat et d'expérience scolaire dans le second degré. EMA EA 4507 - CYU; OUIEP; Autonome de Solidarité Laïque. 2022. hal-03920999

HAL Id: hal-03920999

<https://hal.science/hal-03920999v1>

Submitted on 3 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Éric DEBARBIEUX
Benjamin MOIGNARD

A L'ÉCOLE

DE LA DÉFIANCE

OCTOBRE 2022



Avec le soutien de



TABLE DES MATIÈRES

LE MOT DU PRÉSIDENT	3
INTRODUCTION	4
FICHE TECHNIQUE	6
RAPPEL ENQUÊTE 2013	6
ENQUÊTE 2022	6
FICHE DESCRIPTION ÉCHANTILLON	7
RÉSUMÉ À L'ÉCOLE DE LA DÉFIANCE	9
1. UN CLIMAT SCOLAIRE FORTEMENT DÉGRADÉ... ENTRE ADULTES	13
1.1. DES CHIFFRES BRUTAUX	13
1.2. VARIATIONS DES RÉPONSES	17
1.3. VARIATIONS SUIVANT LA FONCTION OCCUPÉE	19
2. UNE VICTIMATION EN BAISSÉ OU EN TROMPE-L'ŒIL ?	22
2.1. COMPARAISON DES VICTIMATIONS SUBIES 2013-2022	22
2.2. VARIATIONS DANS LA VICTIMATION	24
2.3. AUTEURS ET CONSÉQUENCES	26
2.4. LA QUESTION DU HARCÈLEMENT ET DE L'OSTRACISME.....	27
3. MALAISE DANS L'ORGANISATION	28
3.1 DES RÉFORMES, UNE HIÉRARCHIE.....	28
3.2 UNE ÉCOLE À BOUT DE SOUFFLE ?	29
4. DES FORMES DE CONFRONTATIONS AUTOUR DE LA LAÏCITÉ ET DES CONTENUS D'ENSEIGNEMENT À INTERROGER	31
4.1. LA LAÏCITÉ COMME SUJET DE PRÉOCCUPATION PARTAGÉ.....	31
4.2. UNE EXPÉRIENCE DE LA CONFRONTATION EN ÉCHO À DES DIFFICULTÉS PLUS LARGES	33
4.3. UNE EXPÉRIENCE DE LA CONFRONTATION AUX PROPOS DES ÉLÈVES PLUS OU MOINS MARQUÉS SOCIALEMENT....	34
CONCLUSION	37
UN CLIMAT QUI SE DÉGRADE ENTRE ADULTES, UN QUOTIDIEN AVEC LES ÉLÈVES PLUS FAVORABLE	37
UN EFFONDREMENT DE LA QUALITÉ DE LA RELATION ENTRE LES ADULTES ET UNE DÉFIANCE FORTE À L'ÉGARD DE LA HIÉRARCHIE.....	37
DE NOUVELLES PROBLÉMATIQUES À INTERROGER AUTOUR DE LA LAÏCITÉ ET DU RAPPORT À L'ÉCOLE	39

LE MOT DU PRÉSIDENT

OCTOBRE 2022



Vincent Bouba,
Président de L'Autonome
de Solidarité Laïque

Depuis près de 120 ans, L'Autonome de Solidarité Laïque soutient, accompagne et protège les personnels d'éducation face aux risques de leur métier. Pour le faire au mieux, elle observe très concrètement les réalités du terrain et informe les décideurs et l'opinion publique de la situation réelle pour faire émerger des solutions qui permettent une amélioration de la situation.

Un outil nous permet cette observation fine, le baromètre du climat scolaire, réalisé à partir de ce que vivent les 500 000 adhérents (soit 1 personnel sur 2) de L'ASL et les 10 000 dossiers ouverts chaque année dans le cadre de l'accompagnement que nous leur offrons (conseils, écoute, assistance juridique, etc.).

L'Autonome de Solidarité Laïque, ancrée dans le terrain avec ses équipes de militants et de collaborateurs dans chaque département, possède ainsi un regard objectif, travaillé et raisonné sur le climat dans les établissements scolaires, et donc de ce que peuvent vivre les personnels au quotidien. Elle se veut être le porte-voix des personnels. Dans cette logique, nous avons décidé, en parallèle des données du baromètre, de lancer une étude menée cette fois par des chercheurs universitaires sur ce que ressentent les personnels. Cette initiative, soutenue par la CASDEN – que je tiens à remercier –, nous permet de disposer, aujourd'hui, de données précieuses pouvant

œuvrer à la mise en place des solutions appropriées afin de favoriser un climat serein en milieu scolaire, si propice aux apprentissages.

Cette enquête n'est pas une première. Elle avait déjà été menée il y a près de 10 ans. Aussi, en 2022, qu'en est-il de la perception des personnels sur leur quotidien ? Sur leur métier ? Sur leur environnement ? Sur leur rapport aux autres ? Les problématiques, mises en avant il y a 10 ans, sont-elles encore présentes ? Quels sont les nouveaux phénomènes qui interpellent ces mêmes personnels ?

C'est pour répondre à ces questions et avoir des constats clairs et sans équivoque à présenter aux pouvoirs publics que L'ASL a commandé cette nouvelle étude.

Les résultats ne sont pas rassurants – ils sont même alarmants –, tant pour les personnels enseignants que pour les personnels encadrants qui rencontrent, eux aussi, des difficultés majeures et qui ont besoin d'un soutien fort dans leurs missions quotidiennes.

Ces réalités ne peuvent pas être ignorées par le ministre de l'Éducation nationale et les différentes instances de pouvoir. C'est le combat que L'ASL mènera ces prochaines semaines et ces prochains mois.

INTRODUCTION

Nous nous proposons dans ce rapport de livrer une étude sur le climat scolaire et les victimations subies par les personnels du second degré de l'Éducation nationale. Cette étude permettra de livrer une vision de l'évolution vécue entre une première enquête menée en 2013¹ et une autre durant l'année scolaire 2021-2022. C'est la première fois qu'une telle comparaison est possible à près de dix ans d'intervalle, portant sur un échantillon total de plus de 29 000 répondants. Les résultats pourraient être éclairants dans les débats actuels sur la crise des vocations et les difficultés de recrutement comme sur la manière de faire réforme, et non pas seulement sur les problèmes de sécurité. Ces résultats seront suivis en 2023 par une enquête identique dans le premier degré, qui seront comparés à une de nos autres enquêtes de 2011. Quelques éléments de cadrage nous semblent nécessaires pour une bonne interprétation de ces résultats.

Travaillant depuis des années sur la violence en milieu scolaire, notre équipe est surtout connue pour ses enquêtes dites « de victimation et climat scolaire » menées auprès des élèves, tant dans le premier que dans le second degré (Debarbieux, 1996, 1999, 2011, 2017, par exemple). Ces enquêtes ont connu un certain écho – sans prétendre d'ailleurs qu'elles soient les seules (Carra et Sicot, in Charlot et Emin, 1997).

Sans exagérer leur importance, elles ont exercé une réelle influence, au point que le ministère de l'Éducation nationale a su s'en emparer et, en les adaptant, se servir de nos protocoles de recherche pour des enquêtes nationales relativement régulières². Surtout, en mettant en évidence l'importance de ce que nous nommons depuis fort longtemps les « microviolences répétées » pouvant aller jusqu'au harcèlement, elles ont été un des outils d'alerte de l'opinion et des politiques publiques, en particulier lors des Assises nationales sur le harcèlement à l'école, en 2011³, première étape vers une prise en compte du phénomène par les pouvoirs en place, mais aussi par la presse.

Cependant, les enquêtes que nous avons pu mener auprès des personnels n'ont pas rencontré le même écho. Or, quelques certitudes doivent guider l'action et elles rendent nécessaires d'interroger également le public adulte.

La première de ces certitudes, bien admise par la littérature internationale, est la force du lien entre victimation des élèves et climat scolaire : dans une boucle rétroactive, plus le climat scolaire se dégrade, plus forte est la victimation des élèves et plus fréquent le phénomène de harcèlement, même si le climat scolaire n'explique pas tout. La seconde certitude est que le climat scolaire ne peut pas être réduit au « bien-être » des élèves. C'est un phénomène beaucoup plus complexe. Nous retenons ici comme ailleurs les propositions définitionnelles du National School Climate Center (Cohen et al., 2012).

Le climat scolaire reflète le jugement qu'ont les parents, les éducateurs et les élèves de leur expérience de la vie et du travail au sein de l'école. Pour autant, il ne s'agit pas d'une simple perception individuelle. Cette notion de « climat » repose sur une expérience de la vie scolaire qui prend en compte non pas l'individu, mais l'école en tant que groupe large et les différents groupes sociaux au sein de l'école. En ce sens, il convient de ne pas limiter l'étude et l'action sur le climat scolaire aux seuls élèves.

1 Éric Debarbieux, Benjamin Moignard et Kamel Hamchaoui, "Enquête de victimation et climat scolaire auprès des personnels du second degré", ministère de l'Éducation nationale, OIVE et université Paris-Est Créteil (2013)

2 La première enquête de ce type a été proposée par la DEPP, en 2011

3 Éric Debarbieux, "Refuser l'oppression quotidienne : la prévention du harcèlement à l'école". Rapport au ministère de l'Éducation nationale (2011)

Le concept doit inclure tous les membres de la communauté scolaire. La sécurité des professeurs, des cadres et des autres personnels, leurs relations sociales et émotionnelles avec leurs collègues, la qualité du leadership doivent être incluses tout autant que l'interaction entre la perception de ce climat par les parents, les élèves et les enseignants. La violence exercée contre et par les personnels est aussi à prendre en compte, même si elle est trop peu renseignée dans la littérature. Ce n'est pas non plus un isolat que l'on pourrait rabattre sur un effet établissement, culpabilisant les acteurs locaux comme inefficaces.

La violence et le harcèlement en milieu scolaire⁴ sont toujours en contexte : un contexte social, économique, politique et organisationnel (cf. Benbenishty et Astor, 2006).

Autrement dit, si cette enquête nous renseigne sur le « moral des troupes », elle nous renseigne tout autant sur ce contexte et sa perception par les répondants. Prenant place à la fin d'un quinquennat exercé par le même ministre, elle pourra lui paraître cruelle – et elle l'est. Mais elle est surtout révélatrice d'une organisation en plein malaise dans ses modes de fonctionnement et de gouvernance. Elle prend place également dans une interrogation forte sur les valeurs de l'école et la laïcité, alimentée parfois par les discours malsains d'une partie du personnel politique et d'idéologues plus soucieux d'attiser les haines que de les apaiser.

N.B. Ce rapport est une étape pour un travail plus complet, qui sera publié à la rentrée 2023-2024. Il est au maximum allégé des références scientifiques, même si derrière chaque tableau elles pourraient être nombreuses. Il est en effet destiné à éclairer le débat public, et nous avons souhaité qu'il soit le plus simple et le plus bref possible. De la même manière, nous avons souhaité limiter au maximum nos propres interprétations, sauf pour éviter quelques récupérations malséantes sur des sujets aussi sensibles.



Éric Debarbieux,
Professeur émérite
en sciences de l'éducation
à l'université
Paris-Est Créteil



Benjamin Moignard,
Professeur en sciences
de l'éducation à l'université
Cergy-Paris et Président
de l'Observatoire universitaire
international de l'éducation
et de la prévention (OUIEP)

⁴ Nous aimons mieux cette précision que l'emploi de la locution « harcèlement scolaire » qui attribue à l'école seule les causes du harcèlement. Il y a bien sûr des violences institutionnelles et des adultes harceleurs...

FICHE TECHNIQUE

RAPPEL ENQUÊTE 2013

L'enquête a été réalisée du 24 janvier au 24 février 2013 par voie électronique. Le mailing a été fait par la FAS-USU.

Le questionnaire comprenait 96 questions dont certaines sont des questions filtres différenciées selon la fonction des répondants ou leur exposition à certaines formes de victimation.

- 11 variables indépendantes habituelles (âge, genre) ou liées à la fonction, à la carrière, à la formation, aux variables sociales du lieu d'exercice. Il va de soi qu'aucune identification directe ou indirecte n'est possible : ni nom de personne ou d'établissement ni indication géographique précise ;
- 25 questions portant sur la qualité du « climat scolaire » (relations avec les élèves, entre adultes, sentiment de sécurité, etc.), différenciées cependant selon les fonctions des répondants ;
- 13 questions portant sur les violences verbales et menaces, la fréquence et les circonstances de ces victimations ;
- 25 questions portant sur les violences physiques, de la simple bousculade aux violences avec armes ;
- 9 questions portant sur les vols et dommages contre les biens ;
- 6 questions portant sur le harcèlement et l'ostracisme ;
- 6 questions portant sur les propositions, entre autres sur la formation, et le sentiment de satisfaction global quant à l'exercice du métier. La question ouverte finale concerne les propositions ;
- On notera que cette question ouverte a généré un matériel assez exceptionnel avec plus de 8 000 réponses et plus de 1 200 pages (600 000 mots environ).

ENQUÊTE 2022

L'enquête a été réalisée dans les mêmes conditions du 18 mai au 10 juillet 2022.

Outre les questions déjà utilisées en 2013 (avec quelques modifications mineures pour certaines), nous avons ajouté plusieurs questions « vives » portant sur :

- La diffamation (fréquence, auteurs, mode opératoire) ;
- La cyberviolence (fréquence, auteurs) ;
- Les atteintes à la laïcité (fréquence, types, causes) ;
- La nécessité de modérer les propos de certains élèves (fréquence, types de propos) ;
- La remise en cause des enseignements (fréquence, auteurs, types de propos) ;
- Les remerciements reçus pour l'enseignement dispensé (fréquence, auteurs) ;
- Le temps passé à amener le calme en début de cours ;
- L'évaluation de la réforme du lycée et du baccalauréat ;
- L'évaluation de la réforme de la formation.

Ce sont donc 137 questions qui ont été proposées, actualisant d'autant le questionnaire 2022.

FICHE DESCRIPTION ÉCHANTILLONS

L'échantillon fusionné des réponses 2013-2022 comprend 29 143 réponses. 20 292 réponses ont été renseignées en 2013 et 8 851 en 2022. Sans surinterpréter cette différence quantitative, on peut penser que la première enquête avait bénéficié de l'effet d'appui de la délégation ministérielle chargée de la prévention et de la lutte contre les violences en milieu scolaire, dirigée par Éric Debarbieux. Cet échantillon fusionné ne sera utilisé que dans les comparaisons effectuées pour évaluer l'évolution du regard que les personnels portent sur le climat scolaire, sur leurs métiers respectifs, sur le système éducatif et son organisation et sur les questions de victimation. Il reprendra la pondération que nous décrivons ci-dessous pour l'échantillon 2022 afin d'assurer au mieux cette comparaison.

L'échantillon 2022, contrairement à l'échantillon 2013, est un échantillon plus âgé avec un nombre de répondants de moins de 35 ans nettement plus faible (8,8% de l'échantillon) et – ce qui est corrélé – une sous-représentation même limitée de l'éducation prioritaire (10,6%). En conséquence, nous avons pondéré cet échantillon sur ces deux variables en suivant les données du bilan social 2021 du ministère de l'Éducation nationale. Toutefois, les réponses sont peu différentes, quel que soit l'âge, et pour bien des questions fort peu différentes entre l'éducation prioritaire et le milieu ordinaire.

Par suite des procédures de redressement et par souci de lisibilité, les tableaux présentent des chiffres arrondis faisant légèrement varier les effectifs totaux et les pourcentages sans incidence notable sur les résultats.

L'échantillon redressé est ainsi composé :

Caractéristiques générées de l'échantillon

Tableau 1

GENRE	Nb cit.	Fréq.
Une femme	6 342	71,7 %
Un homme	2 485	28,1 %
Non binaire	25	0,3 %
TOTAL CIT.	8 851	100 %

Caractéristiques âge des répondants

Tableau 2

ÂGE CODÉ_T	Nb cit.	Fréq.
50 ans et plus	3 177	35,9 %
> 35 < 50 ans	4 160	47,0 %
35 ans et moins	1 514	17,1 %
TOTAL CIT.	8 851	100 %

Dans quel type d'établissement scolaire travaillez-vous ? (Plusieurs réponses possibles)

Tableau 3

NIVEAU	Nb cit.	Fréq.
Collège	5 128	54,0 %
Lycée d'enseignement général et technologique	2 506	26,4 %
Lycée professionnel	1 440	15,2 %
Autres	419	4,4 %
TOTAL CIT.	9 493	100 %

À noter : les « Autres » sont des établissements de l'enseignement spécialisé (IMP, IMPRO ou encore EREA).

Votre établissement bénéficie-t-il d'un label de l'éducation prioritaire ?

Tableau 4

EP	Nb cit.	Fréq.
Non	7 618	86,1 %
REP	690	7,8 %
REP+	389	4,4 %
Autres	153	1,7 %
TOTAL CIT.	8 851	100 %

Quelle est votre fonction ?

Tableau 5

FONCTION	Nb cit.	Fréq.
Enseignant (filrière générale)	6 432	72,7 %
Enseignant (filrière professionnelle)	839	9,5 %
Enseignant (SEGPA, classes spé.)	271	3,1 %
Proviseur	46	0,5 %
Proviseur adjoint	37	0,4 %
Principal	180	2,0 %
Principal-adjoint	92	1,0 %
CPE	426	4,8 %
Autre personnel vie scolaire	73	0,8 %
Personnel de service	18	0,2 %
Personnel administratif	111	1,3 %
Personnel social	33	0,4 %
Personnel de santé	85	1,0 %
APS	1	0,0 %
AVS/AESH	84	1,0 %
Autres	123	1,4 %
TOTAL CIT.	8 851	100 %

Quel est votre statut contractuel ?

Tableau 6

TITULAIRE	Nb cit.	Fréq.
Stagiaire	158	1,8 %
Titulaire	7 798	88,8 %
TZR	332	3,8 %
Contrat à durée déterminée	326	3,7 %
Autre situation	166	1,9 %
TOTAL CIT.	8 780	100 %

Depuis combien de temps êtes-vous personnel de l'Éducation nationale ?

Tableau 7

CARRIÈRE	Nb cit.	Fréq.
Moins d'un an	95	1,1 %
1 an	62	0,7 %
2 ans	119	1,3 %
3 ans	191	2,2 %
4 ans	197	2,2 %
5 ans	207	2,3 %
5 à 7 ans	436	4,9 %
7 à 10 ans	707	8,0 %
10 à 15 ans	1 128	12,8 %
15 à 20 ans	1 447	16,4 %
Plus de 20 ans	4 217	47,9 %
TOTAL CIT.	8 807	100 %

Votre établissement est-il situé...

Tableau 8

ZAUER	Nb cit.	Fréq.
En ville rurale	2 372	27,0 %
En zone rurale périurbaine	915	10,4 %
En zone périurbaine	1 122	12,8 %
Dans un quartier non central d'une ville	2 518	28,6 %
En centre-ville	1 869	21,2 %
TOTAL CIT.	8 795	100 %

Quelle est la taille de la ville où est situé votre établissement ?

Tableau 9

POPULATION	Nb cit.	Fréq.
- 5 000 habitants	1 652	18,9 %
de 5 000 à 9 999 hab.	1 511	17,3 %
de 10 000 à 19 999 hab.	1 396	15,9 %
de 20 000 à 49 999 hab.	1 735	19,8 %
de 50 000 à 99 999 hab.	844	9,6 %
de 100 000 à 199 999 hab.	670	7,6 %
de 200 000 à 1,2 million d'hab.	949	10,8 %
TOTAL CIT.	8 756	100 %

N.B. Tous les tableaux et chiffres cités dans ce rapport sont calculés à partir de ces échantillons redressés.

À L'ÉCOLE DE LA DÉFIANCE

Résumé **Éric Debarbieux et Benjamin Moignard**

En 2013, L'ASL publiait la plus vaste enquête auprès des personnels jamais réalisée en France (Debarbieux, Moignard et Hamchaoui, 2013). Dix ans après, L'Autonome de Solidarité Laïque, avec le soutien de la CASDEN Banque Populaire, s'associe dans la continuité aux professeurs Éric Debarbieux et Benjamin Moignard afin de renouveler cette démarche et en accentuer la portée. Cette nouvelle enquête est une occasion unique de mesurer les transformations vécues par les personnels et l'évolution de leur perception en 10 ans. Il s'agit de donner la parole aux personnels et de considérer la perception de ces acteurs sur les faits vécus sur le terrain. Cette enquête concerne le second degré (collège et lycée). Une nouvelle enquête à destination du premier degré sera lancée dans les prochains mois.

L'échantillon 2022 porte sur 8 851 répondants d'une enquête de climat scolaire et de victimation renseignée en ligne entre mai et juillet 2022. Cet échantillon a été pondéré pour être cohérent avec les données du bilan social 2021 du ministère de l'Éducation nationale. Il est composé de 6 342 femmes, 2 485 hommes et 25 individus qui se positionnent comme non-binaires. On compte 17,1% de moins de 35 ans, 47% ont entre 35 et 50 ans et 35,9% sont plus âgés. 54% de l'échantillon est composé de personnels de collège, 26,4% de lycée général et technologique, 15,2% de lycée professionnel et 4,4% d'autres types d'établissements (établissements spécialisés, etc.).

UN CLIMAT QUI SE DÉGRADE ENTRE ADULTES, UN QUOTIDIEN AVEC LES ÉLÈVES PLUS FAVORABLE

- **Un climat dégradé.** Le climat scolaire s'est fortement dégradé entre 2013 et 2022 d'après les personnels, passant de 37,8% d'insatisfaits (cumul des réponses pas du tout satisfait et plutôt pas satisfait) à 50,7% d'insatisfaits, soit plus de la moitié des personnels. Les répondants exerçant en lycée professionnel sont les plus insatisfaits (56% contre 41% en LEGT et 54% en collège).
- **Une relation aux élèves positive.** La relation aux élèves, elle, ne s'est pas détériorée et reste à un niveau positif, ce qui est d'ailleurs en accord avec les enquêtes nationales de climat scolaire auprès des élèves (voir par exemple DEPP, Hubert,

2018 en ce qui concerne les collèges et Depp, 2018 en ce qui concerne les lycées). Ainsi, dans nos enquêtes, 80,1% des répondants en 2022 pensent que la relation entre enseignants et élèves est bonne ou plutôt bonne contre 78,2% en 2013. Le sentiment d'être respecté par les élèves reste très majoritaire (84,5%), dans toutes les catégories de personnels.

- **Une perception de la violence stable, des violences subies en baisse.** Le sentiment qu'il existe de la violence dans l'établissement n'a pas évolué, restant très présent pour un peu moins d'un tiers des personnels. La victimation des personnels par les élèves – même si elle est assez importante au niveau de la violence verbale – a légèrement, mais significativement diminué, passant de 42,3% des membres du personnel rapportant avoir été injuriés dans le cadre de leur fonction en 2013, à une baisse légère, mais significative de 40,2%. Les violences physiques sont toujours extrêmement rares : nous passons de 95,2% à 98% de membres du personnel déclarant n'avoir jamais été frappés dans l'exercice de leur fonction dans l'année. Les violences avec armes sont rarissimes (moins de 0,4% de l'échantillon) et il s'agit dans la plupart des cas d'armes par destination (cutter, compas, outil en atelier), rendant totalement caducs les fantasmes de détecteurs de métaux et de fouilles des cartables pour régler le problème. Cette relative rareté des violences physiques ne doit pas conduire à les relativiser qualitativement, mais bien

à une prise en charge psychologique efficace des victimes. Il ne s'agit pas pour autant d'une mesure de la violence entre élèves, non évaluée dans cette enquête.

- **Des violences d'abord internes aux établissements.** Comme dans toutes les enquêtes en France et à l'étranger, les violences sont essentiellement des violences exercées en interne, bien plus que des violences d'intrusion : celles-ci existent, mais restent rares. Moins de 0,4% des répondants se sont fait menacer par des intrus. 2 répondants sur l'ensemble se sont fait frapper par des intrus et 4 par des inconnus à l'extérieur de l'établissement (soit en tout moins de 0,4%). Une fois de plus, nous soulignerons que la vidéoprotection et l'enfermement sur eux-mêmes des établissements scolaires ne sauraient tenir lieu de panacée contre la violence en milieu scolaire.
- **Des victimations inégales en fonction des contextes d'exercice et des fonctions.** Cette victimation révèle certaines inégalités. Ces inégalités ne sont pas vraiment liées au sexe. Les femmes sont plutôt moins victimes que les hommes, mais dans des proportions relativement faibles. Par contre, trois variables sont réellement opérantes. Une variable socio-économique (le fait d'appartenir à l'éducation prioritaire). Une variable liée à la fonction exercée : les personnels non enseignants (en particulier de vie scolaire) et les enseignants en charge de classes spécialisées sont plus souvent

victimes des élèves. Les personnels de direction sont plus souvent menacés par des parents. Enfin, une variable est liée au type d'établissement : les personnels des lycées professionnels et des collèges sont nettement plus exposés que les enseignants de LEGT. On peut bien sûr y voir une conséquence du tri social, sachant que la sociologie de la violence à l'école est – et reste – une sociologie de l'exclusion (Devine, 2001).

UN EFFONDREMENT DE LA QUALITÉ DE LA RELATION ENTRE LES ADULTES ET UNE DÉFIANCE FORTE À L'ÉGARD DE LA HIÉRARCHIE

C'est là sans doute le résultat le plus significatif dans cette nouvelle enquête : on assiste à un véritable effondrement de la qualité des relations entre adultes, en lien avec une remise en cause très forte des hiérarchies, autant proches que lointaines.

- **Une forte remise en cause de la haute hiérarchie de l'Éducation nationale et du ministère.** Cette remise en cause transparaît dans le sentiment exprimé par 78% des répondants de ne pas être respecté par la hiérarchie hors établissement. Elle s'exprime aussi par une évaluation très négative des réformes récentes et de la manière de faire réforme. On notera que contrairement à nos enquêtes précédentes, les personnels de direction témoignent d'une méfiance accentuée face à ces réformes. Certes, les PERDIR ont une vision plus positive

avec un taux d'approbation de 44% pour la réforme des lycées et de 45,6% pour la réforme du baccalauréat, vs moins de 7% pour les enseignants. Ce qui signifie aussi que ceux qui sont chargés d'appliquer ces réformes sont 93% à la désapprouver dans leur classe et 60% chez les personnels de direction. La réforme de la formation est tout autant conspuée avec un taux d'approbation de moins de 8%. Il y a d'ailleurs une forte augmentation du nombre de répondants se sentant mal formés : nous sommes donc passés en une dizaine d'années de 58,1% à 66,4% des répondants estimant avoir été peu ou pas formés (et même 70% pour les enseignants).

- **Une relation dégradée à l'égard des directions d'établissements et au sein des équipes pédagogiques.** En particulier près de la moitié des personnels interrogés (48%) perçoivent une mauvaise qualité de la relation enseignants/direction, en augmentation de 14% par rapport à l'enquête précédente. L'augmentation des conflits au sein des équipes pédagogiques est avérée, avec une baisse de la solidarité entre adultes : l'équipe est jugée peu ou pas solidaire par 40,5% des répondants en 2022 contre 33,6% en 2013. Ces conflits prennent place autour du sentiment d'une discipline mal appliquée passant en 2022 à 55,2% vs 44% en 2013. Ils s'expriment aussi par une augmentation des réponses à la question sur le rejet subi de la part d'au moins une partie du personnel qui passe de 18,3% des réponses à 30,6%.

- **Des victimations entre les personnels en hausse.** La principale évolution des victimations déclarées par les personnels est qu'elles sont bien plus souvent des victimations entre personnels... La question du harcèlement moral est devenue centrale. On passe en effet de 10,8% à 19,9% de répondants s'estimant harcelés. Près d'un sur 5 estime avoir été harcelé en 2022 contre un peu plus d'un sur 10 en 2013. Très majoritairement, ce harcèlement supposé n'est pas exercé par les élèves, mais d'abord par d'autres professionnels : dans plus de 43% des cas rapportés par la direction quand il s'agit des enseignants ou des CPE par exemple, et à plus de 36% par d'autres membres du personnel quand il s'agit des directions.
- **Un dépit devenu majoritaire.** Ces difficultés témoignent d'une situation de crise qui va bien au-delà des tensions actuelles autour du recrutement. On passe de 31% de personnes déclarant n'être pas satisfaites de leur métier à 55 % entre nos deux enquêtes. 24% de plus : c'est un effondrement. Il en va de même des réponses à la question : « Songez-vous souvent à quitter votre métier ? ». 30% des répondants en 2013 y songeaient très souvent ou plutôt souvent. Ils sont 51,3% dans ce cas en 2022 à l'exprimer. 21% de plus... Le problème n'est donc pas simplement d'attirer de nouveaux enseignants, mais de retenir les autres ou d'éviter leur découragement. En langage technocratique : il y a un problème de gestion du stock, de gestion humaine.
- **Un malaise dans l'organisation scolaire.** On observe un immense malaise dans l'organisation scolaire où il ne s'agit pas de dire que les directions sont moins efficaces qu'antérieurement, mais que la perte de sens liée à des réformes mal comprises et malmenantes, ajoutée à la crise sanitaire et à une communication ministérielle erratique, ont placé les cadres de terrain dans des situations très difficiles à gérer. Le scepticisme et la souffrance au travail en ont été multipliés autant pour ces cadres que pour la base. Les revendications salariales s'expriment bien plus que dans notre précédente enquête, justifiées sans aucun doute, mais témoignant aussi d'un fort sentiment de déclassement et de maltraitance politico-institutionnelle.

DE NOUVELLES PROBLÉMATIQUES À INTERROGER AUTOUR DE LA LAÏCITÉ ET DU RAPPORT À L'ÉCOLE

Si nous mettons fortement l'accent sur la dégradation du climat scolaire liée à une gouvernance de plus en plus rejetée ayant pour conséquence l'augmentation des conflits d'équipe et une perte de sens, il n'en reste pas moins que de nouvelles problématiques se font jour dans notre enquête. Cela concerne le rapport à la laïcité et la remise en cause des contenus d'enseignement.

- **Le sentiment d'une laïcité menacée à l'école.** Ce sont précisément 53% des personnels qui partagent cette inquiétude, inquiétude qui augmente avec l'âge des répondants. Le fait d'enseigner en REP ou ailleurs n'a pas d'incidence significative sur ce sentiment, comme la composition sociale des établissements d'exercice. Plus que des variables sociales, la question du climat scolaire est là encore centrale : 63% des personnels qui se disent insatisfaits du climat considèrent la laïcité comme menacée à l'école, contre 38% de ceux qui apprécient le climat le plus favorablement. Il semble donc que les craintes à l'égard de la laïcité s'insèrent dans une appréhension plus négative de l'école en général, plutôt que sur la base des contextes d'exercice du métier.

- **Une demande de modération de leurs propos aux élèves.** Ce sont environ la moitié des personnels qui signalent demander assez souvent ou souvent à leurs élèves de modérer leurs propos. Ce sont d'abord les insultes ou le langage déplacé qui suscitent le plus grand nombre de demandes de modération, pour près de la moitié de ceux qui le signalent. Les interventions portent ensuite sur la nécessité de reprendre les élèves sur des situations de racisme ou de xénophobie (39%) et de LGBT-phobie (24%). On retrouve à peu près ce même nombre en ce qui concerne la modération à propos de la religion tandis que 15% des personnels sont confrontés à des discours liés aux théories du complot.
- **Des remises en cause des enseignements minoritaires, mais vécues par certains enseignants.** 13% des personnels sont confrontés très souvent ou assez souvent à des remises en cause de leur enseignement. La majorité de ces réponses portent sur des remises en cause des méthodes pédagogiques utilisées, plus que sur les contenus en tant que tels. Le lien avec la religion arrive en seconde position, avec près de 16% des enseignants de l'échantillon qui signalent avoir été confrontés à une remise en cause de leurs contenus en lien avec la religion. Ils sont 3,7% de l'échantillon total à le vivre souvent ou très souvent.

RAPPORT GLOBAL

1. UN CLIMAT SCOLAIRE FORTEMENT DÉGRADÉ... ENTRE ADULTES

Nous le rappelons en introduction : le climat scolaire n'est pas à résumer dans le simple « bien-être » des élèves. Il est aussi le point de vue que les différentes catégories professionnelles ou non portent sur les

multiples dimensions de l'organisation scolaire (voir notre synthèse Debarbieux, 2015). Or, certaines des dimensions étudiées dans les deux enquêtes paraissent fortement dégradées.

1.1. DES CHIFFRES BRUTAUX

Un premier tableau résume bien cette dégradation. Il est celui des réponses à la question :

D'une manière générale, êtes-vous satisfait du climat scolaire de votre établissement ?

Tableau 10

CLIMAT	Pas du tout satisfait	Plutôt pas satisfait	Plutôt satisfait	Tout à fait satisfait	TOTAL
Second degré 2013	11,5 %	26,3 %	50,8 %	11,4 %	100 %
Second degré 2022	16,6 %	34,1 %	43,9 %	5,4 %	100 %
TOTAL	13,0 %	28,7 %	48,7 %	9,5 %	100 %

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

$\chi^2 = 544,86$, ddl = 3, $1-p = > 99,99\%$.

Les cases encadrées en bleu (rose) sont celles pour lesquelles l'effectif réel est nettement supérieur (inférieur) à l'effectif théorique.

En comparant les réponses de 2013 et les réponses de 2022, on note donc une hausse très forte du sentiment d'insatisfaction chez les personnels du second degré, à un très haut degré de significativité statistique. On passe en effet de 37,8% d'insatisfaits (cumul des réponses pas du tout satisfait et plutôt pas satisfait) à 50,7% d'insatisfaits, soit plus de la moitié des personnels.

Toutes les dimensions du climat scolaire ne donnent toutefois pas ce sentiment de dégradation.

Il en est ainsi de la relation aux élèves qui reste globalement positive, et même légèrement meilleure. Ainsi, 80,1% des répondants en 2022 pensent que la relation entre enseignants et élèves est bonne ou plutôt bonne contre 78,2% en 2013. 81,5% (contre 80,7%) estiment également positive la relation élèves/vie scolaire.

Plus nuancés, 72% (contre 76% en 2013) jugent également positive la relation entre élèves et direction. Le sentiment d'être respectés par les élèves reste très majoritaire (84,5%). Il n'y a pas non plus un sentiment de montée de la violence entre les deux enquêtes.

Les réponses à ce sujet sont extrêmement stables :

Y a-t-il de la violence dans votre établissement ?

Tableau 11

VIOLENCE	Très souvent	Plutôt souvent	Pas très souvent	Jamais	TOTAL
Second degré 2013	6,1 %	25,9 %	64,0 %	4,0 %	100 %
Second degré 2022	6,2 %	26,6 %	63,1 %	4,1 %	100 %
TOTAL	6,2 %	26,1 %	63,7 %	4,1 %	100 %

La dépendance n'est pas significative.

Chi2 = 2,22, ddl = 3, 1-p = 47,21 %.

Sans nier les difficultés qui peuvent être vécues dans la relation aux élèves, sur lesquelles nous reviendrons – et en anticipant sur les développements ultérieurs quant à la victimation, il faut bien dire que ce qui apparaît le plus problématique est la relation... entre adultes – ou devrions-nous plutôt dire entre catégories d'acteurs adultes – au sein d'une organisation fortement remise en cause. Refrain de salle des professeurs, la relation aux parents est interrogée bien sûr, mais il n'empêche que le sentiment d'être respecté par ceux-ci reste majoritaire : plus des deux tiers des répondants (68,2%) s'estiment respectés par les parents.

En fait, ce sont les relations avec la hiérarchie, mais aussi dans les équipes qui se sont fortement tendues, augmentant les conflits à la base entre membres du personnel et générant un sentiment de mépris par la hiérarchie de l'Éducation nationale elle-même.

Au niveau des relations avec la hiérarchie de l'Éducation nationale (question non posée en 2013), le conflit paraît extrêmement important.

Vous sentez-vous respecté par la hiérarchie de l'Éducation nationale (hors établissement) ?

Tableau 12

RESPECT HIÉRARCHIE	Nb cit.	Fréq.
Pas du tout	3 620	41,1 %
Plutôt non	3 257	36,9 %
Plutôt oui	1 639	18,6 %
Tout à fait	299	3,4 %
TOTAL CIT.	8 815	100 %

En bref, ce sont 78 % des personnels du second degré qui ne se sentent pas respectés par la hiérarchie de leur ministère.

Au niveau des relations avec la direction de leur établissement, si la majorité (61,9%) se sent respectée par celle-ci, il n'empêche qu'une baisse sensible est perceptible :

D'une manière générale vous sentez-vous respecté par la direction ?

Tableau 13

RESPECT DIRECTION	Pas du tout	Plutôt non	Plutôt oui	Tout à fait	TOTAL
Second degré 2013	6,0 %	17,5 %	41,1 %	35,1 %	100 %
Second degré 2022	13,6 %	24,5 %	39,4 %	22,5 %	100 %
TOTAL	8,4 %	19,7 %	40,7 %	31,1 %	100 %

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 862,92, ddl = 3, 1-p = > 99,99 %.

On passe donc de 23,5% à 38,1% de répondants ne se sentant pas respectés par la direction (évidemment, cette question n'est pas posée aux directions).

Au-delà de cet item, les relations avec la direction apparaissent dégradées pour toutes les catégories de personnel. C'est le cas (mais pas uniquement) avec les enseignants :

Comment percevez-vous les relations entre le personnel enseignant et le personnel de direction ?

Tableau 14

RELATION ENSEIGNANTS/DIRECTION	Pas solidaire du tout	Plutôt pas solidaire	Plutôt solidaire	Solidaire	TOTAL
Second degré 2013	8,6%	25,3%	48,1%	18,0%	100%
Second degré 2022	15,8%	32,0%	41,6%	10,6%	100%
TOTAL	10,8%	27,3%	46,1%	15,8%	100%

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 588,63, ddl = 3, 1-p = > 99,99%.

Près de la moitié des personnels interrogés perçoivent une mauvaise qualité de la relation enseignants/direction, en augmentation de 14% par rapport à l'enquête précédente. Cette dégradation est perceptible avec les autres catégories de personnel, même si les opinions restent largement positives : on passe de 7,8% à 25% de mauvaises relations avec

les personnels de service, de 6,1% à 15,6% avec les personnels du médico-social, de 11,9% à 28,3% en ce qui concerne la vie scolaire.

Les relations dans les équipes témoignent de ces conflits grandissants, ou du moins d'une baisse de la solidarité entre personnels.

Diriez-vous que l'équipe des adultes est :

Tableau 15

ÉQUIPE	Pas solidaire du tout	Plutôt pas solidaire	Plutôt solidaire	Solidaire	TOTAL
Second degré 2013	7,5%	26,1%	51,6%	14,8%	100%
Second degré 2022	10,3%	30,2%	49,5%	10,0%	100%
TOTAL	8,4%	27,3%	51,0%	13,3%	100%

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 200,88, ddl = 3, 1-p = > 99,99%.

La solidarité est en baisse significative de plus de 6 points entre 2013 et 2022. C'est autour des questions de discipline courante que se situe en grande partie le nœud des conflits.

Là encore, une baisse sensible est à noter dans le sentiment d'une discipline commune bien appliquée.

Pensez-vous que la discipline dans votre établissement est :

Tableau 16

DISCIPLINE	Mal appliquée	Plutôt mal appliquée	Plutôt bien appliquée	Bien appliquée	TOTAL
Second degré 2013	13,3%	30,7%	46,0%	10,0%	100%
Second degré 2022	19,5%	35,7%	38,4%	6,4%	100%
TOTAL	15,2%	32,2%	43,6%	8,9%	100%

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 366,02, ddl = 3, 1-p = > 99,99%.

55,2% en 2022 vs 44% en 2013 des personnels pensent que la discipline est mal ou plutôt mal appliquée dans leur établissement, soit largement plus de la moitié des répondants.

Cette dégradation des relations entre personnels s'exprime au mieux dans la variation des réponses aux variables portant sur l'appréhension ressentie.

Avez-vous une appréhension avant de prendre votre service ?

Tableau 17

APPRÉHENSION	Oui	Non	TOTAL
Second degré 2013	20,9 %	79,1 %	100 %
Second degré 2022	32,7 %	67,3 %	100 %
TOTAL	24,5 %	75,5 %	100 %

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 453,05, ddl = 1, 1-p = > 99,99%.

Ce sont donc près du tiers des répondants qui déclarent éprouver de l'appréhension avant de prendre leur service, en augmentation de 12%. Ce qui est remarquable est surtout l'évolution des causes de cette appréhension. On note en effet une diminution des causes liées à la violence

et aux incivilités ou, de manière très significative, à la relation aux élèves contre une augmentation là encore très significative des causes liées à la relation avec la direction de l'établissement ou à la relation avec les autres personnels. CQFD.

Est-ce que cette appréhension est liée :

Tableau 18

ORIGINE APPRÉHENSION	Second degré 2013	Second degré 2022	TOTAL
À la répétition des microviolences et/ou incivilités	26,3 %	19,5 %	23,6 %
À la relation avec les élèves	19,7 %	13,7 %	17,3 %
À la relation avec la direction de l'établissement	11,9 %	17,7 %	14,2 %
À l'ambiance générale dans l'établissement	12,7 %	12,7 %	12,7 %
À des faits graves qui pourraient s'y produire	8,0 %	5,2 %	6,9 %
À des faits graves ayant eu lieu dans l'établissement	6,3 %	6,5 %	6,4 %
À l'organisation de votre service	5,2 %	6,7 %	5,8 %
À la relation avec les autres personnels	4,2 %	8,0 %	5,7 %
Aux déplacements domicile/établissement	3,1 %	3,1 %	3,1 %
Autre	2,3 %	3,6 %	2,8 %
Je ne sais pas	0,2 %	3,4 %	1,5 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 827,87, ddl = 10, 1-p = > 99,99%.

N.B. Les valeurs du tableau sont les pourcentages en colonne établis sur 19 353 citations. Seuls ont répondu ceux qui se déclaraient vivre cette appréhension.

1.2. VARIATIONS DES RÉPONSES

Bien entendu, ces réponses peuvent être différentes en fonction des variables indépendantes utilisées. Nous avons d'ailleurs souligné dans nos différentes enquêtes l'éloignement existant entre les points de vue des enseignants et des personnels de direction et, dans une moindre mesure, de vie scolaire. Ces points de vue peuvent aussi dépendre de certaines caractéristiques sociales, ainsi de l'appartenance à l'éducation prioritaire, par exemple. Nous étudierons ces variations dans cette sous-section en ce qui concerne l'échantillon 2022.

L'éducation prioritaire est une variable clairement discriminante dans les réponses. Ainsi, en ce qui touche à la qualité ressentie du climat scolaire (calculé donc sur la strate des collèges), 52% des répondants ne travaillant pas en REP ou REP+ contre 62% des enseignants de l'éducation prioritaire se déclarent insatisfaits (dépendance très significative). Si ces derniers sont plus anxieux quant à « des faits graves qui pourraient se produire » (8% vs 4%), il n'empêche que la relation à la direction est évoquée de la même manière par environ 18% des personnels, que ce soit dans l'éducation prioritaire ou non, ainsi que la répétition des incivilités (à 21% environ). Ils sont également plus nombreux à évoquer une relation négative entre enseignants et élèves (27% vs 20%), mais on remarquera que cette relation reste largement positive.

Ce sont 20% des personnels du prioritaire qui notent un manque de respect des élèves vs 15% en ordinaire. Il n'y a par contre pas de significativité dans l'appréciation de la relation à la direction, jugée négativement par environ la moitié des personnels, quelle que soit l'implantation de l'établissement. Pas de différence non plus dans le sentiment très partagé de ne pas être respecté par la hiérarchie (78,2% des répondants). L'appréciation de la vie d'équipe n'est pas meilleure – ni moins bonne – dans l'éducation prioritaire : 38,5% (vs 37,4%, non significatif) estiment que l'équipe n'est pas solidaire et la différence est faible en ce qui concerne l'application de la discipline jugée négativement par 54,6% hors prioritaire et 58,9% en prioritaire. Par contre, la présence de la violence est plus affirmée dans les établissements de l'éducation prioritaire.

Y a-t-il de la violence dans cet établissement ?

Tableau 19

VIOLENCE	Très souvent	Plutôt souvent	Pas très souvent	Jamais	TOTAL
Non	5,6%	30,1%	61,7%	2,6%	100%
REP	17,5%	47,5%	35,0%	0,0%	100%
REP+	20,5%	50,0%	29,5%	0,0%	100%
Autres	27,0%	33,0%	40,0%	0,0%	100%
TOTAL	8,1%	33,4%	56,3%	2,1%	100%

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 393,60, ddl = 9, 1-p = > 99,99%.

On confrontera plus loin ce sentiment de violence et les victimations subies par les personnels. C'est cependant un peu moins du double des personnels travaillant en éducation prioritaire (20% vs 12%) qui déclarent se sentir en insécurité personnelle

dans leur établissement, et surtout dans le quartier, spécialement lorsqu'il s'agit d'un établissement en REP+ (ce qui est d'ailleurs sur les questions ici présentées la seule véritable différence significative entre REP et REP+).

Vous sentez-vous en sécurité dans le quartier autour de votre établissement ?

Tableau 20

QUARTIER	Pas du tout en sécurité	Pas très en sécurité	Plutôt en sécurité	En sécurité	TOTAL
Non	0,8%	5,9%	35,9%	57,3%	100%
REP	4,4%	19,8%	47,2%	28,7%	100%
REP+	8,6%	28,1%	45,1%	18,2%	100%
TOTAL	1,8%	8,9%	37,8%	51,5%	100%

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 566,16, ddl = 6, 1-p = > 99,99%.

Au-delà de l'éducation prioritaire, on notera cependant certains effets liés à la catégorie urbaine (ZAUER) avec en particulier une satisfaction plus grande en milieu rural, dans lequel la violence est dite moins présente (par exemple, 26% de réponses souvent ou très souvent en ville rurale vs 43% en zone périurbaine). Mais le sentiment de mépris par la hiérarchie est le même, quelle que soit la catégorie urbaine.

Autre variable : le type d'établissement

Sans reprendre dans ce rapport l'ensemble des variables étudiées, on notera quelques différences notables. La première est une satisfaction plus marquée au niveau des répondants des LEGT, contrairement aux collèges et aux lycées d'enseignement professionnel.

D'une manière générale, êtes-vous satisfait du climat scolaire de votre établissement ?

Tableau 21

CLIMAT	Pas du tout satisfait	Plutôt pas satisfait	Plutôt satisfait	Tout à fait satisfait	TOTAL
Collège	17,6%	36,3%	41,4%	4,7%	100%
Lycée d'enseignement général et technologique	11,9%	29,0%	51,0%	8,2%	100%
Lycée d'enseignement professionnel	20,0%	35,8%	40,1%	4,2%	100%
TOTAL	16,4%	34,2%	43,8%	5,6%	100%

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 157,71, ddl = 6, 1-p = > 99,99%.

L'appréhension à prendre son service y est moindre (27% en LEGT vs 35% en LEP et 34% en collège). Les relations enseignants/élèves sont jugées meilleures en LEGT (à 85%) qu'en LEP (74%) ou en collège (78%). C'est surtout au LEP qu'il y a plainte au sujet d'une discipline mal ou plutôt mal appliquée (62% vs 52% en LEGT et 55%

en collège), mais il n'empêche qu'il s'agit de différences plutôt minimes, et il en est ainsi des relations entre adultes, assez semblables (la valeur du Chi2 est faible).

À l'inverse, la variable la plus significative tourne autour du sentiment de violence, beaucoup plus faible en LEGT.

Y a-t-il de la violence dans cet établissement ?

Tableau 22

VIOLENCE	Très souvent	Plutôt souvent	Pas très souvent	Jamais	TOTAL
Collège	8,1%	33,4%	56,3%	2,1%	100%
Lycée d'enseignement général et technologique	2,7%	13,1%	74,0%	10,2%	100%
Lycée d'enseignement professionnel	6,6%	28,2%	62,0%	3,2%	100%
TOTAL	6,4%	27,0%	62,1%	4,5%	100%

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 671,68, ddl = 6, 1-p = > 99,99%.

La variable « genre » n'est pas ou très peu discriminante. Sur toutes les questions de climat scolaire, les femmes et les hommes ont des points de vue extrêmement proches

ou avec des nuances trop faibles pour être affirmatif.

La variable « âge » n'est pas non plus massivement corrélée aux variables « climatiques », à quelques nuances près, qui touche à la violence perçue.

Y a-t-il de la violence dans cet établissement ?

Tableau 23

VIOLENCE	Très souvent	Plutôt souvent	Pas très souvent	Jamais	TOTAL
50 ans et plus	5,1% (162)	24,3% (773)	66,9% (2 124)	3,7% (117)	100% (3 177)
> 35 à < 50 ans	6,7% (277)	28,3% (1175)	60,7% (2 526)	4,3% (180)	100% (4 159)
35 ans et moins	10,8% (164)	31,4% (475)	52,6% (796)	5,2% (78)	100% (1 513)
TOTAL	6,8% (603)	27,4% (2 423)	61,5% (5 447)	4,3% (376)	100% (8 850)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 110,64, ddl = 6, 1-p = > 99,99%.

Si les plus jeunes perçoivent plus de violence (et surtout entre élèves), il faut tenir compte, au-delà de leur éventuelle inexpérience, de variables cachées : ils sont également moins souvent titulaires (71% vs 93% hors TZR dans notre échantillon)

et plus souvent remplaçants, stagiaires ou en CDD. Ils sont plus souvent en zone périurbaine. Et, bien entendu, ils n'exercent pas de fonctions de direction et sont moins nombreux en LEGT.

1.3. VARIATIONS SUIVANT LA FONCTION OCCUPÉE

L'importance de la qualité du leadership pour le climat scolaire est largement documentée internationalement (Kelley, Thornton et Daugherty, 2005 ; Allen, Grigsby et Peters, 2015). Or, nous avons déjà démontré, et largement publié (Debarbieux, Moignard et Hamchaoui, 2013 ; Debarbieux, 2015 ;

Debarbieux, 2018) en France, la très grande différence de point de vue entre les différentes catégories de personnels et en particulier entre le personnel enseignant et les personnels de direction. Dans un premier temps, notre enquête va dans le même sens. Le tableau suivant donne les moyennes

des réponses à différents items concernant le climat scolaire suivant les catégories de répondants. Ce tableau est ensuite représenté dans une analyse en composantes principales que nous commentons ensuite.

Tableau de valeurs, analyse en composante principale, fonction exercée/variables climat scolaire :

Tableau 24

FONCTION	Climat	Élèves	Enseignants	Équipe /Élèves	Équipe /Élèves 2	Équipe	Respect hiérarchie	Discipline	Violence
Enseignant (filière générale)	2,37%	2,77%	2,91%	2,76%	2,95%	2,64%	1,76%	2,28%	2,64%
Enseignant (filière professionnelle)	2,23%	2,72%	2,80%	2,66%	2,88%	2,49%	1,89%	2,11%	2,60%
Enseignant (SEGPA, classes spécialisées)	2,27%	2,61%	2,89%	2,63%	2,84%	2,48%	1,91%	2,17%	2,35%
PERDIR Lycée	2,78%	3,07%	3,14%	3,41%	3,41%	2,73%	2,49%	2,98%	3,03%
PERDIR Collège	2,69%	2,88%	2,99%	3,27%	3,14%	2,70%	2,46%	2,97%	2,77%
CPE	2,48%	2,94%	2,91%	2,91%	3,35%	2,52%	2,12%	2,68%	2,65%
Autre personnel vie scolaire	2,42%	2,67%	2,76%	2,54%	3,15%	2,46%	1,96%	2,48%	2,69%
Service et Administratif	2,47%	2,87%	2,89%	2,90%	2,94%	2,41%	2,18%	2,43%	2,66%
Médico-social	2,28%	2,67%	2,84%	2,79%	2,90%	2,35%	2,20%	2,46%	2,41%
AVS/AESH	2,54%	2,83%	2,83%	2,64%	2,86%	2,58%	1,85%	2,28%	2,66%
TOTAL	2,38%	2,77%	2,90%	2,77%	2,97%	2,61%	1,84%	2,31%	2,63%

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

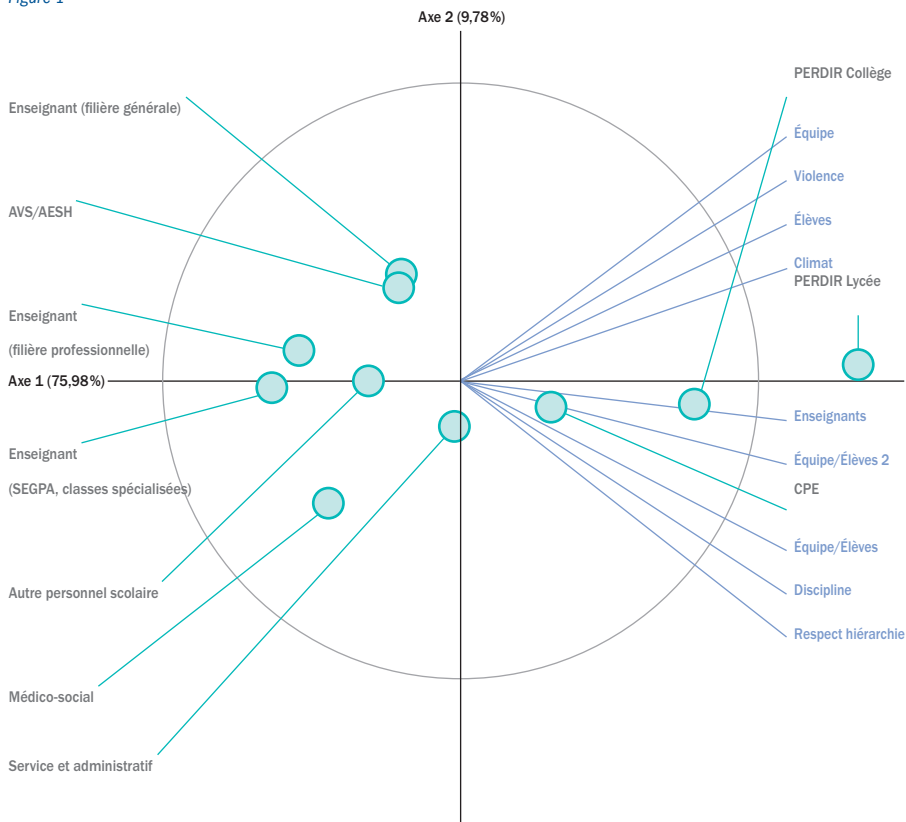
Les valeurs du tableau sont les moyennes calculées sans tenir compte des non-réponses.

Les noms des critères discriminants sont encadrés.

Les nombres encadrés correspondent à des moyennes par catégories significativement différentes (test de l'ensemble de l'échantillon au risque de 95%).⁵

Analyse en composante principale, indice de climat scolaire/fonction exercée :

Figure 1



Cette figure distribue autour d'un axe horizontal principal (qui épuise 76 % de la variance) les répondants (les petits cercles) selon leur appréciation de diverses dimensions du climat scolaire (les traits bleus : relation en équipe, relation élèves-enseignants, discipline, respect par la hiérarchie, etc.). Plus les répondants (les petits cercles) sont sur la droite de cet axe, plus ils sont satisfaits des différentes dimensions du climat scolaire – selon les indicateurs choisis. Nous retrouvons en 2022 les différences déjà décrites en 2013 montrant des déclarations beaucoup plus positives du côté des personnels de direction. Cependant, une fois vérifiée cette différence de points de vue entre les différentes catégories de personnel, il n'en reste pas moins que la même évolution « à la baisse » est perceptible, quelle que soit la catégorie concernée et en particulier celle des personnels de direction (PERDIR). Ainsi, l'évaluation du climat scolaire vue par ces derniers est nettement moins positive.

5 Voici les calculs permettant d'interpréter les différences entre les catégories de répondants :

Résultats du test de Fisher :

- Climat** : $V_inter = 7,72, V_intra = 0,66, F = 11,72, 1-p = > 99,99\%$
 - Élèves** : $V_inter = 3,87, V_intra = 0,40, F = 9,75, 1-p = > 99,99\%$
 - Enseignants** : $V_inter = 2,10, V_intra = 0,35, F = 6,03, 1-p = > 99,99\%$
 - Équipe/élèves** : $V_inter = 14,88, V_intra = 0,49, F = 30,57, 1-p = > 99,99\%$
 - Équipe/élèves 2** : $V_inter = 11,66, V_intra = 0,42, F = 27,69, 1-p = > 99,99\%$
 - Équipe** : $V_inter = 5,04, V_intra = 0,64, F = 7,91, 1-p = > 99,99\%$
 - Respect hiérarchie** : $V_inter = 27,38, V_intra = 0,67, F = 41,07, 1-p = > 99,99\%$
 - Discipline** : $V_inter = 29,55, V_intra = 0,70, F = 42,18, 1-p = > 99,99\%$
 - Violence** : $V_inter = 5,25, V_intra = 0,44, F = 11,87, 1-p = > 99,99\%$
- Climat** : Les paramètres sont établis sur une notation de 1 (Pas du tout satisfait) à 4 (Tout à fait satisfait).
Élèves, enseignants, équipe/élèves, équipe/élèves 2 : Les paramètres sont établis sur une notation de 1 (Mauvaises) à 4 (Bonnes).
Équipe : Les paramètres sont établis sur une notation de 1 (Pas solidaire du tout) à 4 (Solidaire).
Respect hiérarchie : Les paramètres sont établis sur une notation de 1 (Pas du tout) à 4 (Tout à fait).
Discipline : Les paramètres sont établis sur une notation de 1 (Mal appliquée) à 4 (Bien appliquée).
Violence : Les paramètres sont établis sur une notation de 1 (Très souvent) à 4 (Jamais).
 Les valeurs sont pondérées par la variable "REDRESSEMENT".

D'une manière générale, êtes-vous satisfait du climat scolaire de votre établissement ? (Comparaison 2013/2022, Personnels de direction)

Tableau 25

CLIMAT	Pas du tout satisfait	Plutôt pas satisfait	Plutôt satisfait	Tout à fait satisfait	TOTAL
Second degré 2013	2,8% (26)	14,2% (136)	57,8% (554)	25,3% (242)	100% (959)
Second degré 2022	12,3% (70)	29,9% (171)	50,2% (287)	7,6% (43)	100% (573)
TOTAL	6,3% (97)	20,1% (307)	54,9% (842)	18,7% (286)	100% (1 532)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 158,65, ddl = 3, 1-p = > 99,99%.

Ce tableau est construit sur la strate de population « PERDIR » contenant 1 613 observations et définie par le filtrage suivant : fonction parmi « Proviseur, Proviseur adjoint, Principal, Principal adjoint ».

Nous sommes donc passés de 17% à 42,7% de personnels de direction insatisfaits du climat de leur établissement. C'est une augmentation drastique. Ils sont 30% vs 6% en 2013 à ressentir une appréhension avant de prendre leur service. Leurs relations avec les différentes catégories de personnels semblent s'être dégradées, y compris avec les personnels non enseignants.

Ainsi, 28% en 2022 vs 5% en 2013 évaluent négativement leurs relations avec la vie scolaire, 32% vs 7% avec les enseignants, 24% vs 4% avec les personnels de service, 16% vs 3% avec le personnel médico-social. 39% vs 19% estiment que l'équipe n'est pas solidaire et 38% vs 12% que la discipline est mal appliquée – plus de 3 fois plus. Contrairement aux enseignants, ils notent une forte augmentation de la violence (33% vs 16%). Il semble indispensable de considérer ce prolongement du malaise jusque dans les directions des établissements scolaires. La forte pression qui pèse sur ces personnels, comme l'implémentation d'une gouvernance par les résultats qui entraîne une forte bureaucratization de la gouvernance (Buisson-Fenet et Pons, 2019), semble très loin de porter

ses fruits en matière d'amélioration des conditions de pilotage des établissements scolaires. Venant d'un corps professionnel qui fait de la loyauté à l'égard de l'institution une valeur cardinale de son éthique professionnelle, le degré d'insatisfaction mesuré dans les directions doit sans doute alerter fortement les pouvoirs publics sur la nature et l'ampleur de la défiance des acteurs de première ligne. Bien sûr, des nuances existent suivant la position de ces personnels : les proviseurs des LEGT sont nettement plus positifs que leurs adjoints et que les principaux de collège, par exemple. La question sur le sentiment d'être respecté par la hiérarchie est celle qui attire le plus de réponses négatives, même chez les personnels de direction, plus nuancés toutefois.

Vous sentez-vous respecté par la hiérarchie de l'Éducation nationale ?

Tableau 26

RESPECT HIÉRARCHIE	Pas du tout/Plutôt non	Plutôt oui	Tout à fait	TOTAL
Enseignant (filière générale)	81,8% (5 245)	15,6% (998)	2,6% (165)	100% (6 408)
Enseignant (filière professionnelle)	75,9% (633)	20,4% (170)	3,7% (30)	100% (833)
Enseignant (SEGPA, classes spécialisées)	74,3% (201)	21,9% (59)	3,8% (10)	100% (270)
PERDIR	48,8% (171)	40,2% (141)	11% (38)	100% (351)
CPE	65,1% (276)	28,1% (119)	6,8% (28)	100% (425)
Autre personnel vie scolaire	71,7% (53)	28,3% (20)	0% (0)	100% (73)
Service et administratif	62,9% (81)	30,7% (39)	6,4% (8)	100% (129)
Médico-social	60,9% (71)	35,7% (41)	3,4% (3)	100% (117)
AVS/AESH	81,1% (68)	16,6% (14)	2,2% (1)	100% (84)
Autres	61,9% (74)	28,5% (34)	9,6% (11)	100% (120)
TOTAL	78% (6 877)	18,6% (1 638)	3,4% (299)	100% (8 815)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 362,98, ddl = 18, 1-p = > 99,99%.

Quand environ 80% des enseignants, 49% des personnels de direction et 65% des CPE – ainsi que 63% des autres personnels – déclarent ne pas se sentir respectés par

la hiérarchie, c'est qu'il y a sans doute... un lourd problème de gouvernance dans l'organisation scolaire. Nous y reviendrons longuement dans notre troisième partie.

2. UNE VICTIMATION EN BAISSÉ OU EN TROMPE L'ŒIL ?

Il est certain que la terrible tragédie dont a été victime Samuel Paty a entraîné dans l'opinion une vision apocalyptique des violences exercées contre les personnels de l'Éducation nationale. Soyons très clair, une fois de plus quant à notre position sur ce type d'événement : il ne s'agit pas – en aucune façon – de relativiser la gravité de ces faits, mais bien d'en prendre la juste mesure quantitative, qui n'a rien à voir avec le sentiment d'horreur qui peut, et doit, saisir quiconque en a connaissance. Mais faire des victimes de violences exceptionnelles des victimes parmi d'autres, ce n'est pas les respecter, c'est manipuler leur mort pour des raisons idéologiques, électorales et de minables gains d'audience. Sans aucunement minimiser cette tragédie donc, et avant d'étudier dans une autre partie les questions

liées aux atteintes éventuelles à la laïcité, notre enquête permet de faire le point sur les victimations subies par ces professionnels. Le tableau apparaît contrasté, suivant les lieux et les fonctions. Il montre aussi, en cohérence avec ce qui vient d'être dit sur le climat scolaire, une tension grandissante dans les relations entre adultes plutôt que dans la relation avec les élèves.

2.1. COMPARAISON DES VICTIMATIONS SUBIES 2013-2022

Nous l'avons vu, considérant l'ensemble de l'échantillon, la violence perçue est restée totalement stable entre 2013 et 2022. Il en est de même du sentiment de sécurité personnelle rapportée par près de 9 adultes

sur 10. Ce qui est perçu est beaucoup plus une violence entre élèves – plus présente au collège ou au LEP qu'en LEGT. En ce qui concerne la violence vécue par les adultes – leurs victimations –, cette stabilité semble dominer, voire marquer une légère baisse. À l'exception de la question du harcèlement, qui fera l'objet d'une étude spécifique tant elle est révélatrice de l'évolution actuelle.

VIOLENCES VERBALES

Les violences verbales sont les victimations les plus fréquentes subies par les personnels. En 2013, 42,3% rapportaient avoir été injuriés dans le cadre de leur fonction dans l'année. 2022 recueille quasiment les mêmes chiffres, légèrement en baisse (40,2%).

Avez-vous été insulté dans le cadre de vos fonctions cette année ? (Comparaison 2013/2022)

Tableau 27

INJURES	Jamais	1 ou 2 fois	3 ou 4 fois	5 fois et plus	TOTAL
Second degré 2013	57,7% (11 358)	29,7% (5 844)	7,4% (1 464)	5,3% (1 035)	100% (19 701)
Second degré 2022	59,8% (5 264)	28,1% (2 469)	7,4% (653)	4,7% (412)	100% (8 798)
TOTAL	58,3% (16 622)	29,2% (8 313)	7,4% (2 117)	5,1% (1 447)	100% (28 500)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 14,17, ddl = 3, 1-p = 99,73%.

Le mode opératoire reste en face à face, 2% des répondants (vs 0,8% en 2013) disent avoir été insultés sur Internet. 27,6% des répondants déclarent avoir été diffamés. Cela concerne essentiellement le travail (25%) et dans une moindre mesure la vie privée (4,1%).

Au niveau des menaces, qui sont le plus souvent des menaces « pour vous obliger à faire quelque chose », la stabilité est encore la règle : 83,3% des déclarants en 2013 et 83,7% en 2022 n'ont jamais été menacés. 2% répondent avoir subi des menaces de mort et 1,4% des menaces avec arme (jamais une arme à feu).

VIOLENCES PHYSIQUES

Au niveau des violences physiques, on note là encore une certaine stabilité. Ainsi, au sujet des bousculades intentionnelles dites violentes, 91,4% des répondants en 2013 vs 91,9% en 2022 déclarent n'avoir jamais été bousculés. Il en va de même des coups.

Avez-vous été frappé dans le cadre de vos fonctions cette année ? (Comparaison 2013/2022)

Tableau 28

COUP	Non-réponse	Jamais	1 ou 2 fois	3 ou 4 fois	5 fois et plus	TOTAL
Second degré 2013	3,9% (799)	95,2% (19 357)	0,8% (159)	0,0% (5)	0,0% (3)	100% (20 324)
Second degré 2022	0,9% (76)	98,0% (8 646)	0,9% (83)	0,1% (5)	0,1% (6)	100% (8 818)
TOTAL	3,0% (875)	96,1% (28 003)	0,8% (243)	0,0% (10)	0,0% (10)	100% (29 142)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 209,40, ddl = 4, 1-p = > 99,99%.

On notera deux éléments intéressants dans ce tableau. En 2022, la proportion de répondants déclarant n'avoir jamais été frappés est de 98% vs 95,2% en 2013. Toutefois, un taux de non-réponses plus important est visible en 2013. Il est tout à fait possible que les répondants aient moins honte désormais

de témoigner de leurs victimations. Ils ont d'ailleurs maintenant plus tendance à porter plainte. La fin d'un tabou, d'un sentiment de culpabilité ?

Il en va d'ailleurs de même au niveau des années antérieures :

Avez-vous été frappé dans le cadre de vos fonctions avant cette année scolaire ? (Comparaison 2013/2022)

Tableau 29

COUP ANTÉRIEUR	Non-réponse	Jamais	1 ou 2 fois	3 ou 4 fois	5 fois et plus	TOTAL
Second degré 2013	4,0% (820)	90,4% (18 380)	5,2% (1 064)	0,2% (45)	0,1% (14)	100% (20 324)
Second degré 2022	0,8% (68)	90,1% (7 944)	8,4% (740)	0,5% (46)	0,2% (18)	100% (8 818)
TOTAL	3,1% (889)	90,3% (26 324)	6,2% (1 804)	0,3% (91)	0,1% (33)	100% (29 142)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 340,46, ddl = 4, 1-p = > 99,99%.

On peut donc dire que probablement un personnel sur 10 a connu un ou plusieurs épisodes où il a été frappé au cours de sa carrière.

Au niveau des blessures avec armes, celles-ci restent rares. Elles concernent 0,4% des répondants dans les deux enquêtes, sans évolution dans le temps donc. La gravité de ces faits est souvent plus symbolique et psychologique que physique. Aucun répondant en 2022 n'a dû être hospitalisé et 1 seul a dû avoir des soins médicaux. 1 seule ITT a été prononcée. 1 personne a été agressée par arme blanche, 1 autre avec un objet contondant. Il s'agit pour les autres du compas ou du ciseau, voire d'un outil de l'atelier.

VOLS ET DOMMAGES CONTRE LES BIENS

Nous sommes là encore dans une stabilité assez forte. 86,4% en 2013 vs 85,9% en 2022 déclarent n'avoir jamais été volés en objets personnels ; 95,4% vs 98% en 2022 n'avoir pas subi de vol d'argent ou de carte bancaire ; 12,8% vs 10,5% en 2022 déclarent avoir subi une dégradation de leur véhicule dans l'enceinte de l'établissement ou aux abords de l'établissement.

2.2. VARIATIONS DANS LA VICTIMATION

Comme pour les questions de climat scolaire, nous allons maintenant montrer comment, dans l'enquête 2022, varient les victimations étudiées en fonction des principales variables indépendantes.

Nous retrouvons d'abord, **selon le type d'établissement**, la même différence du LEGT qui échappe plus largement aux phénomènes de violence, contrairement au LEP et au collège.

C'est d'abord vrai pour les violences verbales.

Avez-vous été insulté dans le cadre de vos fonctions cette année ?

Tableau 30

INJURES	Jamais	1 ou 2 fois	3 ou 4 fois	5 fois et plus	TOTAL
Collège	56,2% (2 882)	30,1% (1 541)	8,4% (429)	5,2% (264)	100% (5 118)
Lycée d'enseignement général et technologique	71,9% (1 803)	22,1% (553)	3,9% (98)	1,9% (47)	100% (2 503)
Lycée professionnel	52,9% (762)	31,6% (455)	8,7% (125)	6,6% (95)	100% (1 438)
TOTAL	59,2% (5 447)	28,1% (2 549)	7,6% (654)	4,9% (408)	100% (9 059)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 237,96, ddl = 6, 1-p = > 99,99%.

Non seulement les personnels de LEGT sont moins victimes (72% ne rapportent pas d'insultes) qu'au collège ou au lycée professionnel, mais ils le sont moins souvent de manière répétée. C'est également vrai pour les menaces : moins de 10% des répondants en LEGT estiment en avoir été victimes, vs 19,5% en LEP et 17,5% en collège. C'est donc, tant pour les menaces que pour les insultes, un risque multiplié par deux entre le lycée professionnel et le lycée d'enseignement général ou le collège.

En revanche, au niveau de la diffamation, il n'y a pas de différence significative entre les types de lycée et elle est un peu plus forte (28,6% vs 25,4%) en collège.

Au niveau des violences physiques, si 9,6% des répondants dans les collèges déclarent avoir été bousculés violemment, ils ne sont plus que 7,2% dans les lycées professionnels et 3,6% en LEGT, soit 3 fois moins qu'en collège et 2 fois moins qu'en LEP. Même s'ils sont très rares, la même différence est perceptible au niveau des coups : 1,1% en collège, 0,8% en LEP, 0,3% en LEGT.

Enfin, les vols d'objets personnels touchent 15,2% des répondants en collège, 13,6% en LEP et 10,9% en LEGT.

La variable éducation prioritaire reste discriminante. Mais les différences ne sont pour certaines victimations pas très fortes, même si elles sont significatives. En ce qui concerne les violences verbales, les personnels exerçant dans l'éducation prioritaire sont plus souvent insultés (52% en REP+ vs 48,8% hors prioritaire), et la différence REP /REP+ est minime. Ils sont aussi beaucoup plus souvent victimes de manière répétée.

Tableau croisé Éducation Prioritaire/Fréquence injures

Tableau 31

INJURES	Jamais	1 ou 2 fois	3 fois et plus	TOTAL
Non	61,2% (4 650)	27,3% (2 077)	11,5% (876)	100% (7 604)
REP	47,9% (330)	33,9% (234)	18,2% (125)	100% (690)
REP+	48,0% (185)	31,8% (123)	20,2% (78)	100% (387)
TOTAL	59,5% (5 167)	28,0% (2 434)	12,4% (1 080)	100% (9 059)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 81,64, ddl = 4, 1-p = > 99,99%.

Il en va de même pour les menaces avec un différentiel plus fort entre REP et REP+.

Tableau croisé Éducation Prioritaire/Menaces

Tableau 32

MENACES	Jamais	1 ou 2 fois	3 fois et plus	TOTAL
Non	84,8% (6 432)	13,5% (1 020)	1,7% (129)	100% (7 582)
REP	79,1% (545)	18,3% (126)	2,6% (17)	100% (689)
REP+	75,3% (292)	20,7% (80)	4,1% (15)	100% (388)
TOTAL	84,0% (7 270)	14,2% (1 227)	1,9% (162)	100% (8 660)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

Toutefois, il n'y a pas plus de menaces avec armes, qui restent rares, et pas de différence non plus en ce qui concerne la diffamation.

Les bousculades physiques sont rapportées deux fois plus très exactement (14,2% vs 7,1%) dans le prioritaire. Les coups, rares, sont plus présents en REP+ (2,6%) qu'en REP (1,4%) et hors prioritaire (1%). Enfin, les vols sont plus présents en éducation prioritaire (18,9% vs 13,5%). Ceci corrobore de nombreuses enquêtes montrant combien la sociologie de la violence en milieu scolaire est en partie une sociologie de l'exclusion sociale (par exemple Devine, 2001).

Le genre est une variable peu discriminante dans la victimation, même si les hommes sont légèrement plus victimes en ce qui concerne les violences verbales, surtout à répétition (15% des hommes victimes d'insultes à répétition vs 12% des femmes). 30,5% de diffamation vs 26,6% des femmes. Mais il n'y a aucune différence en ce qui concerne les violences physiques.

L'âge est une variable relativement discriminante, en n'oubliant pas que cette variable est corrélée à d'autres variables sociales (zone d'affectation). Les moins de 35 ans (et surtout entre 27 et 31 ans) sont plus souvent insultés (57% vs 40%). Ils sont

plus souvent menacés (20% vs 15%) et plus souvent bousculés (11,6% vs 7,3%) et frappés (2,4% vs 1%), même si cela reste très peu fréquent. En réalité, c'est aussi l'entrée dans la carrière et l'ancienneté qui est en jeu, ceux qui ont plus de quinze ans de carrière sont deux fois moins victimes de violence verbale que ceux qui ont entre 2 et 5 ans de carrière, qu'il s'agisse des insultes ou des menaces, mais également des bousculades ou des coups (3,5% de ceux dont l'ancienneté est comprise entre 2 et 5 ans vs 0,8% de 15 ans et plus). Toutefois, les entrants (1 an d'ancienneté et moins) déclarent moins de victimation, ce qui reste à interpréter. Il semble qu'en l'occurrence il s'agisse des stagiaires – qui sont moins longtemps en classe et suivis par un formateur, et qui investissent aussi particulièrement la dimension relationnelle dans leur activité pédagogique. En revanche, les personnels en CDD déclarent plus souvent des bousculades (13% vs 7,8% pour les titulaires) et des coups (3,8% vs 1,1% pour les titulaires).

La fonction occupée a son importance en ce qui concerne la prévalence des victimations. Ce sont des postes particulièrement exposés qui ressortent : les enseignants spécialisés (60,2% ont été insultés), les surveillants (60%) et les professeurs de la filière professionnelle (47,5%), puis les CPE (45,5%). Au niveau de la diffamation, en

revanche, ce sont d'abord les PERDIR qui s'en plaignent (42%) ainsi que les CPE (45%), loin devant les enseignants (26%). Ce sont aussi les deux fonctions qui déclarent le plus de menaces (29% pour les CPE, 27% pour les PERDIR vs 15% pour les enseignants). Si elles sont rares, il est à noter que ce sont les CPE et la vie scolaire qui cumulent presque à eux seuls les menaces avec armes. En ce qui concerne les victimations physiques, ce sont encore certains postes qui sont plus exposés que d'autres. Les bousculades concernent en moyenne à peu près 8% des personnels, mais 33% des surveillants et 15% des enseignants de classes spécialisées. Les coups concernent en priorité des personnels ayant en charge des enfants et des jeunes sans doute plus en difficulté. Ainsi, s'ils sont rapportés par 1% des enseignants, ils sont déclarés par 5% des enseignants spécialisés et 7% des AVS/AESH – ce qui reste marginal, mais significatif.

Aucune catégorie n'échappe donc à différentes victimations, qui sont essentiellement verbales, comme on l'a vu. Ce n'est évidemment pas, comme le montrent toutes les recherches en France et à l'étranger, une image de violence débridée contre les personnels qui en ressort. Mais ce ne sont pas nécessairement les mêmes auteurs qui sont les agresseurs...

2.3. AUTEURS ET CONSÉQUENCES

On notera d'abord que les auteurs des différentes agressions décrites ci-dessus sont très majoritairement des élèves et que cela se passe à l'intérieur des établissements scolaires eux-mêmes. Ainsi, quand un membre du personnel se fait insulter, c'est neuf fois sur dix dans l'établissement lui-même ou à sa porte. Les intrusions ne représentent pour ces faits qu'1% des cas et 1,4% des cas de menaces (ce qui ne signifie pas que 1,4% des répondants se soient fait menacer par des intrus, il s'agit

de moins de 0,4% des répondants). Il en va de même pour les violences physiques : 2 répondants sur l'ensemble se sont fait frapper par des intrus et 4 par des inconnus à l'extérieur de l'établissement (soit en tout moins de 0,4%). C'est d'abord dire à quel point la violence en milieu scolaire ne pourra jamais être réglée par des recours extérieurs ou par la vidéoprotection... Elle est inscrite au cœur de la relation pédagogique et ne pourra être réglée qu'en lien avec celle-ci.

Cela dit, les auteurs des différentes agressions ne sont pas les mêmes suivant les fonctions, les opportunités. Si les élèves sont très majoritairement (à 78%) les auteurs des insultes contre les enseignants (6% étant d'autres membres du personnel et 14% des parents), ce sont à l'inverse les parents qui agressent le plus les PERDIR (48,5%) et la vie scolaire (32,2%), comme le montre le tableau ci-dessous à titre d'exemple en ce qui concerne les insultes, victimations les plus fréquentes comme on a pu le voir.

Tableau croisé Fonctions/Auteur insulte

Tableau 33

AUTEURS	Par un élève	Par un membre du personnel de l'établissement	Par un ou des parent(s) d'élève(s)	Par des inconnus intrus dans l'établissement	Par des inconnus à l'extérieur de l'établissement	TOTAL
Enseignants	78,2% (3 190)	6,0% (245)	14,0% (572)	0,6% (25)	1,1% (43)	100% (4 077)
PERDIR	34,7% (71)	9,4% (19)	48,5% (100)	3,2% (6)	4,3% (8)	100% (206)
CPE	51,3% (161)	9,2% (28)	32,2% (101)	2,4% (7)	4,9% (15)	100% (315)
Autre personnel vie scolaire	54,6% (50)	11,7% (10)	21,6% (19)	4,7% (4)	7,4% (6)	100% (92)
Service et administratif	35,3% (23)	34,5% (22)	24,1% (16)	3,5% (2)	2,7% (1)	100% (66)
Médico-social	50,5% (28)	11,8% (6)	37,7% (21)	0,0% (0)	0,0% (0)	100% (56)
AVS/AESH/autres	66,1% (75)	15,5% (17)	16,9% (19)	0,6% (0)	1,0% (1)	100% (113)
TOTAL	73,1% (3 601)	7,1% (352)	17,3% (850)	1,0% (46)	1,6% (77)	100% (4 928)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 495,15, ddl = 24, 1-p = > 99,99%.

Pour bien préciser, notons qu'il s'agit ici des proportions calculées sur ceux qui ont déclaré avoir été insultés. Si l'on refait le calcul sur l'ensemble – car ce débat est récurrent – notons que 9,66% des personnels déclarent avoir été insultés par des parents et 0,5% par des

intrus ; 5,6% avoir été menacés par des parents et 0,3% par des intrus ; 0,3% s'être fait bousculer par des parents et 0,02% par des intrus ; 0,04% (4 répondants) s'être fait frappé par des parents et aucun par des intrus, 1,1% par un ou des élèves.

2.4. LA QUESTION DU HARCÈLEMENT ET DE L'OSTRACISME

Deux autres catégories sont étudiées avec régularité dans nos études depuis celle que nous avons effectuée pour le conseil général de la Seine-Saint-Denis en 2012 : l'ostracisme et le harcèlement subis par les personnels. Or, pour ces victimations, les évolutions sont spectaculairement défavorables.

Estimez-vous avoir souffert ou souffrir de harcèlement dans le cadre de vos fonctions depuis le début de cette année scolaire ? (Comparaison 2013/2022)

Tableau 34

HARCÈLEMENT	Oui	Non	TOTAL
Second degré 2013	10,8% (2 118)	89,2% (17 445)	100% (19 563)
Second degré 2022	19,9% (1 743)	80,1% (7 004)	100% (8 747)
TOTAL	13,6% (3 861)	86,4% (24 449)	100% (28 311)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative. Chi2 = 425,10, ddl = 1, 1-p = > 99,99%.

Avez-vous souffert d'une mise à l'écart de la part d'au moins une partie des membres du personnel ? (Comparaison 2013/2022)

Tableau 35

OSTRACISME	Oui	Non	TOTAL
Second degré 2013	18,3% (3 563)	81,7% (15 900)	100% (19 464)
Second degré 2022	30,6% (2 682)	69,4% (6 077)	100% (8 760)
TOTAL	22,1% (6 246)	77,9% (21 978)	100% (28 224)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative. Chi2 = 531,43, ddl = 1, 1-p = > 99,99%.

Ces résultats sont nets : près d'un membre du personnel sur 5 estime avoir été harcelé en 2022 contre un peu plus d'un sur 10 en 2013. 30,6% déclarent avoir subi une mise

à l'écart vs 18,3% en 2013, soit 12,3% de plus. C'est bien sûr à mettre en relation avec le sentiment d'une perte de solidarité dans les équipes, ce qui est mentionné

plus haut. Mais le plus intéressant est la désignation des auteurs de ce harcèlement, suivant la fonction occupée.

Tableau croisé Fonctions/Harceleur

Tableau 36

HARCELEUR	Un ou des élèves	La direction	Un autre membre du personnel de l'établissement	La hiérarchie hors établissement	Un ou des parents	TOTAL
Enseignants	17,0% (239)	41,3% (580)	20,9% (294)	6,1% (85)	14,6% (205)	100% (1 405)
PERDIR	1,3% (0)	26,0% (13)	38,2% (20)	15,3% (8)	19,2% (10)	100% (53)
CPE	1,7% (1)	65,7% (74)	20,9% (23)	1,7% (1)	10,1% (11)	100% (113)
Autre personnel	5,2% (6)	52,3% (68)	34,0% (44)	5,5% (7)	2,9% (3)	100% (130)
TOTAL	14,6% (248)	43,3% (737)	22,5% (382)	6,0% (102)	13,6% (231)	100% (1 702)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 94,57, ddl = 12, 1-p = > 99,99%.

Comme on le voit, cette question recoupe d'abord des conflits lourds entre membres du personnel. Les élèves sont bien moins notés comme agresseurs que la direction (y compris chez les PERDIR où certains adjoints remettent en cause le chef d'établisse-

ment) ou d'autres membres du personnel. La question n'est pas ici de savoir s'il y a un harcèlement pénalement repérable, mais bien de noter ces tensions en forte augmentation. Ce sont ces tensions que nous allons maintenant analyser.

3. MALAISE DANS L'ORGANISATION

Les résultats que nous venons de livrer interrogent fortement : la stabilité, voire la légère décline de la violence exercée par les élèves contre les enseignants, ne fait que renforcer l'apparent paradoxe d'une violence – d'un harcèlement (moral) – exercée entre personnels. En particulier, il est remarquable de voir la détérioration du lien de confiance avec la direction et de solidarité en équipe. La tension que nous percevons sur le terrain, y compris dans nos enquêtes locales de climat scolaire (cf. Debarbieux et Moignard, éd. 2022), est souvent l'occasion d'une remise en cause par les enseignants – mais pas uniquement – des personnes exerçant les fonctions de direction, voire de vie scolaire. L'interprétation en est trop souvent individualisée et psychologisée : ce serait « un petit chef », un autoritariste ou, à l'inverse (et parfois dans le même établissement), un laxiste qui donne toujours raison aux parents ou aux élèves. Cependant, la massivité de nos résultats, comme d'ailleurs la lassitude témoignée par les personnels d'encadrement, pousse plutôt à y voir un effet systémique, dans une mise en cause globale de l'organisation scolaire et de sa hiérarchie. Cette mise en cause d'une hiérarchie lointaine a des effets de terrain qui touchent des individus à travers des fonctions et qui entraînent une lassitude extrême que notre enquête permet de mesurer.

3.1. DES RÉFORMES, UNE HIÉRARCHIE

Les années écoulées ont vu une remarquable continuité ministérielle, inédite à l'Éducation nationale. Un ancien directeur de la DGESCO (2010-2012), Jean-Michel Blanquer, est en

effet devenu ministre et l'est resté pendant le temps d'un quinquennat (2017-2022). Son arrivée au pouvoir a suscité de l'espoir dans la sphère antipédagogique⁶, mais aussi médiatique, et dans une partie de l'opinion publique. Il était ainsi porteur de 68 % d'opinions favorables en février 2018 (sondage pour France Info et Le Figaro). L'effondrement de sa cote de popularité a été rapide, et bien avant la crise de la COVID dont la gestion ministérielle a été extrêmement critiquée sur le terrain, par son manque de concertation et surtout de communication vers les écoles et établissements (une phrase revient en boucle dans les verbatim de l'enquête : « On était informé par BFM TV »...). Il ne s'agit pas de faire pour autant de cet ancien ministre le responsable des difficultés écrites plus haut : les résultats étaient déjà préoccupants avant son passage aux affaires, et le pouvoir d'un ministre, quelles que soient ses qualités personnelles, dépend aussi d'un contexte organisationnel construit dans la longue durée de l'école et de la société française. Cependant, on notera que dans ses premières déclarations, il est affirmé qu'il n'y aura pas « de réforme Blanquer », précisant même : « Je ne donnerai pas dans la verticalité, dans l'injonction. Je serai un ministre qui pousse aux solutions de terrain. Mon message aux enseignants, c'est qu'il n'y a pas de chape de plomb : qu'ils se sentent libres, qu'ils innoveront »⁷. Or, malgré cette volonté affichée dans le slogan de « l'école de la confiance », plusieurs réformes – et non des moindres – vont marquer le quinquennat de Jean-Michel Blanquer. Parmi celles qui concernent le second degré, nous avons testé la réception de trois d'entre elles par les personnels : la réforme du lycée, celle

du baccalauréat et celle de la formation. Les résultats de notre enquête ne sont guère encourageants.

La « réforme du lycée » vous apparaît-elle une bonne réforme ?

Tableau 37

RÉFORME	Nb cit.	Fréq.
Non-réponse	1 732	19,6 %
Pas du tout	3 614	40,8 %
Plutôt non	2 746	31,0 %
Plutôt oui	671	7,6 %
Tout à fait	88	1,0 %
TOTAL CIT.	8 851	100 %

La réforme du baccalauréat vous paraît-elle une bonne réforme ?

Tableau 38

BAC	Nb cit.	Fréq.
Non-réponse	678	7,7 %
Pas du tout	4 450	50,3 %
Plutôt non	2 954	33,4 %
Plutôt oui	710	8,0 %
Tout à fait	59	0,7 %
TOTAL CIT.	8 851	100 %

Pensez-vous que la réforme de la formation initiale (INSPE) a été efficace ?

Tableau 39

ESPE	Nb cit.	Fréq.
Non-réponse	1 204	13,6 %
Inefficace	3 464	39,1 %
Plutôt inefficace	3 490	39,4 %
Plutôt efficace	639	7,2 %
Efficace	55	0,6 %
TOTAL CIT.	8 851	100 %

6 On pourra rappeler que parmi les tout premiers entretiens accordés à la presse figurent plusieurs unes pour le moins élogieuses : ainsi de Valeurs actuelles du 2 septembre 2017 : « Dernière chance pour l'école », titre quasiment identique dans Causeur du 7 septembre 2017 : « Une dernière chance pour l'école? ». Et on pourrait encore citer pêle-mêle des couvertures avec photos à l'appui : deux couvertures du Point : « École : l'homme qui veut arrêter les bêtises » ou même encore « Le vice-président ». L'Obs : « École : le grand ménage » et le Figaro magazine : « École : si enfin ça changeait ». Pas étonnant si une autre couverture de Valeurs actuelles reprend son portrait avec comme titre « La nouvelle star ».

7 Entretien dans Le Monde, édition du 20 mai 2017

Le nombre de non-réponses est conséquent dans ces trois tableaux. Sur la réforme du lycée, un certain nombre d'enseignants en collège ne répondent pas, ne se sentant peut-être pas directement concernés. Toutefois, si l'on tient compte des réponses exprimées, il n'y a aucune différence vraiment notable entre les différents niveaux d'enseignement. Seulement 8,6%, 8,7% et 7,8% des répondants expriment leur approbation sur les trois réformes menées.

Quelques variations sont notables selon la fonction occupée. Ainsi, si 7,8% des répondants en moyenne estiment efficace la réforme de la formation, les enseignants de filière générale sont les plus critiques (avec 7,2% d'approbation). Seuls les CPE sont significativement plus satisfaits avec un taux d'approbation de 25,4%... Ce qui signifie que même chez ceux-ci, plus des trois quarts ont une vision négative. Au niveau de la réforme des lycées et du baccalauréat, réformes totalement liées dans les réponses bien sûr, seuls les PERDIR ont une vision plus positive avec un taux de 44% pour la réforme des lycées et de 45,6% pour la réforme du baccalauréat, vs moins de 7% pour les enseignants. Ce qui signifie aussi que ceux qui sont chargés d'appliquer ces réformes sont 93% à la désapprouver

dans leur classe et 60% chez les personnels de direction.

Nous reprendrons plus loin les critiques adressées par les répondants contre ces réformes. Mais ici, nous nous permettrons de reprendre en conclusion de ce paragraphe ce que nous écrivions en juin 2017 dans notre livre « Ne tirez pas sur l'école » (Debarbieux, 2017) et auquel on ne changera pas une ligne : « Il y a exactement trente ans, dans son livre « État modeste, État moderne : Stratégies pour un autre changement », Michel Crozier affirmait que L'État bureaucratique à la française est devenu totalement archaïque et qu'un véritable État moderne est d'abord un État modeste qui se met au service d'un public qu'il respecte et comprend suffisamment pour devenir son soutien. À ces lignes rien à changer, car rien n'a changé. Sauf l'exaspération des Français devant cet archaïsme et le poids de la technocratie, devant l'éloignement ressenti comme un mépris. C'est cet éloignement et cette manière de gouverner qui est le terreau des dérives populistes. Ce ressentiment contre le sommet est tel chez les professionnels de l'éducation que domine l'impression que toutes les réformes sont faites contre eux. Les hussards noirs de la République ne veulent pas être réformés... A la hussarde. Ils veulent être entendus. »

3.2. UNE ÉCOLE À BOUT DE SOUFFLE?

Le problème de ce ressentiment contre le sommet est l'aggravation d'une souffrance au travail, y compris chez les cadres de terrain que sont les chefs d'établissement. Il se reporte dans les établissements dans le repli sur soi (perte de solidarité) et les conflits d'équipe où celui ou celle qui représente le sommet est le garant de l'application des (non?) injonctions ministérielles, et en devient le responsable, voire pour certains le coupable.

Dans les données recueillies, cela se traduit dans plusieurs réponses qui montrent une évolution préoccupante du décrochage professionnel des personnels en poste, dont on peut penser qu'il sera au moins aussi difficile à résoudre que la crise de recrutement qui touche actuellement, en France, les métiers d'enseignement et d'éducation. Plusieurs indicateurs nous permettent de mesurer l'importance de cette crise.

Le premier indicateur concerne les réponses à la question : « **Estimez-vous avoir été formé pour exercer votre métier?** »

Estimez-vous avoir été formé pour exercer votre métier? (Comparaison 2013/2022)

Tableau 40

FORMATION	Pas du tout	Plutôt mal	Plutôt bien	Bien	TOTAL
Second degré 2013	13,8% (2 699)	44,3% (8 688)	36,7% (7 192)	5,2% (1 025)	100% (19 606)
Second degré 2022	14,4% (1 254)	52,0% (4 537)	29,1% (2 537)	4,5% (391)	100% (8 720)
TOTAL	14,0% (3 954)	46,7% (13 225)	34,3% (9 729)	5,0% (1 417)	100% (28 327)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 186,64, ddl = 3, 1-p = > 99,99%.

Nous sommes donc passés en une dizaine d'années de 58,1% à 66,4% des répondants estimant avoir été peu ou pas formés à leur métier. Cela pointe sans doute une responsabilité politique dans l'organisation

de la formation, mais cela pointe aussi une augmentation du sentiment d'inefficacité personnelle dans l'exercice du métier, même si les attendus en termes de formation sont souvent contradictoires.

Les variables sociales ne sont pas discriminantes : enseigner en éducation prioritaire ou non ne donne pas des réponses différentes, par exemple. En revanche, il y a une vraie différence sui-

vant la fonction : les PERDIR sont 53 % à s'estimer bien formés (avec une satisfaction moindre chez les adjoints) ainsi que les CPE pour 59,1% et le personnel social à 94% vs 30% des personnels enseignants

et 16% pour les AVS/AESH en charge de l'aide des élèves en situation de handicap, entre autres. La satisfaction à exercer son métier est en forte baisse.

Vous sentez-vous satisfait de votre métier? (Comparaison 2013/2022)

Tableau 41

SATISFACTION	Pas du tout satisfait	Plutôt pas satisfait	Plutôt satisfait	Tout à fait satisfait	TOTAL
Second degré 2013	6,4% (1 251)	24,7% (4 842)	54,8% (10 753)	14,2% (2 778)	100% (19 625)
Second degré 2022	13,7% (1 195)	41,5% (3 626)	40,8% (3 567)	4,1% (354)	100% (8 743)
TOTAL	8,6% (2 446)	29,9% (8 468)	50,5% (14 321)	11,0% (3 132)	100% (28 369)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 1739,32, ddl = 3, 1-p = > 99,99%.

On passe donc de 31% de non satisfaits à 55% entre nos deux enquêtes. 24% de plus, on peut bien parler d'effondrement. Celui-ci touche surtout le métier d'enseignant, avec 43% de satisfaits, vs 54,8% des PERDIR (les adjoints étant moins satisfaits que les chefs) et 58,3% des CPE.

La conséquence de tout cela est un désir encore plus marqué de vouloir quitter le métier.

Songez-vous à quitter votre métier? (Comparaison 2013/2022)

Tableau 42

QUITTER MÉTIER	Très souvent	Plutôt souvent	Pas très souvent	Jamais	TOTAL
Second degré 2013	9,5% (1 853)	20,5% (4 016)	41,3% (8 082)	28,8% (5 640)	100% (19 593)
Second degré 2022	20,9% (1 823)	30,4% (2 654)	34,0% (2 975)	14,7% (1 285)	100% (8 739)
TOTAL	13,0% (3 677)	23,5% (6 671)	39,0% (11 058)	24,4% (6 926)	100% (28 333)

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La dépendance est très significative.

Chi2 = 1426,71, ddl = 3, 1-p = > 99,99%.

La progression est donc là encore nette : si 30% des répondants en 2013 songeaient très souvent ou plutôt souvent à quitter le métier, ils sont 51,3% dans ce cas en 2022 à l'exprimer. 21% de plus...

Les raisons exprimées dans les verbatim sont multiples. Elles tiennent d'abord à ce qui se révèle de tensions entre base et sommet, le sentiment de perte de solidarité, entre autres dans l'exercice de la discipline. Elles tiennent beaucoup à un sentiment de mépris de la hiérarchie, de la manière de faire réforme. Par défiance, ce qui est un comble quand on vient de vivre 5 années de slogan

sur « L'école de la confiance ». Cette tension vient de loin dans le corps enseignant, et plusieurs recherches pointent depuis longtemps déjà la souffrance (Lanthaume et Hérou, 2008) ou les malaises qu'ils éprouvent (Barrère, 2017). Ce qui a changé en revanche, dans notre verbatim lié aux questions ouvertes, est l'apparition massive des revendications salariales, très peu présentes dans notre enquête de 2013. Ce sont des revendications matérielles, certes, mais elles sont associées à cette rupture de reconnaissance durement ressentie, au double discours de la confiance au terrain et de l'autoritarisme hiérarchique qui persiste.

4. DES FORMES DE CONFRONTATIONS AUTOUR DE LA LAÏCITÉ ET DES CONTENUS D'ENSEIGNEMENT À INTERROGER

Depuis 2012, le contexte a fortement évolué autour de questions vives qui ont impacté l'école, en particulier autour des questions de laïcité. Les débats sont vifs sur l'incidence des événements dramatiques qui ont frappé le pays depuis 2015 – attentats, assassinat de Samuel Paty – sur le quotidien de l'école. Des rapports officiels s'inquiètent de dérives communautaires dans certains établissements qui semblent pourtant peu correspondre à la réalité éprouvée par les acteurs de première ligne. Au moins, un constat peut être largement partagé : nous manquons de données fiables et objectives pour situer précisément un certain nombre de phénomènes. Une précision cependant : notre enquête n'est pas une enquête sur les questions vives qui agitent l'école. Mais il nous semblait nécessaire d'aborder quelques thèmes qui sont devenus incontournables depuis 2012 et d'être en mesure de restituer l'expérience des personnels sur ces terrains minés.

Nous avons ainsi interrogé les préoccupations qui pouvaient être les leurs en matière de laïcité, ou leur expérience au regard des concurrences de discours de vérités qui émergent dans le champ scolaire. Dit autrement, comment les personnels de l'école sont-ils confrontés à l'émergence de nouveaux registres de discours – complotisme, discours sexistes, etc. – et avec quel rapport à leur pratique quotidienne.

4.1. LA LAÏCITÉ COMME SUJET DE PRÉOCCUPATION PARTAGÉ

Une majorité de personnels a aujourd'hui le sentiment que la laïcité est menacée à l'école. Ce sont précisément 53% qui partagent cette inquiétude, et on constate une forte incidence de l'entrée dans le métier sur la question.

Pensez-vous que la laïcité est menacée à l'école? Tableau croisé Ancienneté/Menace Laïcité

Tableau 43

DEPUIS COMBIEN DE TEMPS ÊTES-VOUS PERSONNEL DE L'ÉDUCATION NATIONALE?	Oui	Non	TOTAL
Débutant	34%	66%	100%
2 à 5 ans	46%	54%	100%
5 à 10 ans	50%	50%	100%
10 à 15 ans	53%	47%	100%
15 ans et plus	54%	46%	100%
TOTAL	53%	47%	100%

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La relation est très significative. p-value = < 0,01 ; Khi2 = 19,9 ; ddl = 4

Les débutants ne sont qu'un tiers à redouter cette menace, mais la proportion monte à 46% entre 2 et 5 ans d'ancienneté, et augmente systématiquement pour atteindre 54% des personnels les plus chevronnés avec plus de 15 ans d'expérience.

Si l'inquiétude est forte, il semble en revanche que les éléments de contexte aient peu d'incidence sur cette perception. Le fait d'enseigner en REP ou ailleurs n'a pas d'impact significatif sur ce sentiment, comme la composition sociale des établissements d'exercice. Ces résultats nous font dire que la préoccupation qui s'exprime

autour de cette question est plutôt le résultat d'une préoccupation partagée en général par une majorité de personnels, plutôt que celui d'une confrontation à des épreuves singulières dans les établissements les plus sensibles en particulier. En d'autres termes, le quotidien vécu par les personnels des établissements les moins favorisés ne les incite pas à répondre plus massivement que les autres que la laïcité est menacée.

Des différences sont identifiées entre les catégories de personnels, sans toutefois que ces écarts soient très significatifs du point de vue statistique.

Pensez-vous que la laïcité est menacée à l'école? Tableau croisé Fonction/Menace Laïcité

Tableau 44

QUELLE EST VOTRE FONCTION ?	Oui	Non	TOTAL
Administratif	68%	32%	100%
Enseignants	53%	47%	100%
Médico-social	50%	50%	100%
Direction	48%	52%	100%
Autres	48%	52%	100%
Vie scolaire	45%	55%	100%
TOTAL	53%	47%	100%

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La relation est très significative. $p\text{-value} = < 0,01$; $\text{Khi}2 = 32,4$; $\text{ddl} = 5$.

Les personnels de service et les personnels administratifs sont 68% à s'inquiéter de la situation. Les **enseignants** sont les plus concernés ensuite (53%), suivis par les autres personnels, les membres de la vie scolaire n'étant « que » 45% à signaler une laïcité à leur sens menacée. Ce sont **donc les personnels les moins valorisés** dans les hiérarchies internes qui sont aussi ceux qui craignent le plus d'atteintes à la laïcité. Ce résultat recoupe des données antérieures à propos d'autres types de craintes : les personnels administratifs et de service sont

ceux qui sont les plus en demande d'ordre, de sanctions dures, et dans des formes de confrontations aux élèves moins favorables que les autres personnels. À l'autre bout du spectre, les personnels de vie scolaire affichent clairement des proximités et un rapport aux élèves nettement plus favorable, et les inquiétudes autour de la laïcité sont cohérentes avec des préoccupations plus larges qui nous renseignent sur une lecture différenciée du rapport aux élèves – et à leurs familles –, au regard des fonctions exercées.

Les résultats sont plus significatifs en ce qui concerne la relation entre perception du climat et rapport à la laïcité. Ce sont ainsi les personnels qui considèrent **que le climat scolaire est dégradé** qui sont aussi nettement plus nombreux **à considérer la laïcité comme menacée**.

Pensez-vous que la laïcité est menacée à l'école? Tableau croisé Climat/Menace Laïcité

Tableau 45

D'UNE MANIÈRE GÉNÉRALE, ÊTES-VOUS SATISFAIT DU CLIMAT SCOLAIRE DE VOTRE ÉTABLISSEMENT ?	Oui	Non	TOTAL
Pas du tout satisfait	63%	37%	100%
Plutôt pas satisfait	58%	42%	100%
Plutôt satisfait	47%	53%	100%
Tout à fait satisfait	38%	62%	100%
TOTAL	53%	47%	100%

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La relation est très significative. $p\text{-value} = < 0,01$; $\text{Khi}2 = 181,4$; $\text{ddl} = 3$.

Ce sont ainsi 63% des personnels qui se disent insatisfaits du climat qui considèrent la laïcité comme menacée à l'école tandis qu'ils ne sont plus que 38% de ceux qui apprécient le climat le plus favorablement. Ce rapport est confirmé également du côté des victimations, par exemple. Il semble donc que les craintes à l'égard de la laïcité s'insèrent dans une appréhension plus négative de l'école en général plutôt que sur la base des contextes d'exercice du métier. Ces résultats abondent donc la nécessité de rompre avec les logiques d'isolement, que nous avons déjà évoqué, qui alimentent sans doute une lecture inquiète du monde environnant susceptible de renforcer les craintes en question.

4.2. UNE EXPÉRIENCE DE LA CONFRONTATION EN ÉCHO À DES DIFFICULTÉS PLUS LARGES

Ce sont environ la moitié des personnels qui demandent assez souvent ou souvent à leurs élèves de modérer leurs propos. Cet appel à la modération recouvre cependant un vaste spectre d'évènements qu'il est nécessaire de différencier. Ce sont d'abord les insultes ou le langage déplacé qui suscitent le plus grand nombre de demandes de modération, puisque ce sont près de la moitié de ceux qui le signalent qui en font part (dans la catégorie « Autre »). Les interventions portent ensuite sur la nécessité de reprendre les élèves sur des situations de racisme ou de xénophobie (39%) et de LGBT-phobie (24%). On retrouve à peu près ce même nombre en ce qui concerne la modération à propos de la religion tandis que 15% des personnels sont confrontés à des discours liés aux théories du complot.

Nous avons également interrogé les enseignants sur la confrontation plus directe qu'ils éprouvent à l'égard de la remise en cause de leurs contenus d'enseignement. La petite musique d'une atteinte de plus en plus forte à l'intégrité de ces contenus est clairement identifiable dans l'espace public, et il nous a semblé intéressant d'y regarder de plus près. Ce sont ainsi 2% des personnels qui sont confrontés très souvent à ces situations, et 11% assez souvent. À y regarder de plus près, la majorité de ces réponses portent sur des problèmes de remise en cause des méthodes pédagogiques utilisées, plus que sur les contenus en tant que tels. Reste que c'est la remise en question des contenus en lien avec la religion qui arrive en seconde position, avec près de 16% des enseignants de l'échantillon qui signalent avoir été confrontés à une remise en cause de leurs contenus en lien avec la religion. Il faut cependant relativiser ces chiffres, puisque l'immense majorité

de ces enseignants signalent qu'ils ont été confrontés rarement à cette situation, et ils ne sont que 3,7% de l'échantillon total à le vivre souvent ou très souvent.

À noter également que la formulation de la question ne permet pas la nuance : une remise en cause des contenus n'induit pas forcément à moyen comme à long terme une attitude de défiance. En revanche, on constate que le volume général d'enseignants confrontés à cette expérience reste marginal, ce qui n'enlève rien aux difficultés éducatives et pédagogiques que posent ces situations.

Là encore, l'épreuve de la remise en cause des contenus d'enseignement se structure dans une relation à l'école et au métier relativement détériorée.

Avez-vous été confronté à une remise en cause des contenus de vos enseignements? Tableau croisé Climat scolaire/Remise en cause contenus

Tableau 46

D'UNE MANIÈRE GÉNÉRALE, ÊTES-VOUS SATISFAIT DU CLIMAT SCOLAIRE DE VOTRE ÉTABLISSEMENT?	Jamais	Rarement	Assez souvent	Très souvent	TOTAL
Pas du tout satisfait	30%	43%	19%	8%	100%
Plutôt pas satisfait	35%	50%	13%	2%	100%
Plutôt satisfait	45%	47%	7%	1%	100%
Tout à fait satisfait	63%	32%	4%	1%	100%
TOTAL	40%	47%	11%	2%	100%

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La relation est très significative. $p\text{-value} < 0,01$; $\text{Khi}^2 = 581,6$; $\text{ddl} = 9$.

Ce sont ainsi massivement les enseignants qui ont la plus mauvaise appréciation du climat scolaire qui sont le plus fortement confrontés à la remise en cause de leurs contenus d'enseignement. L'ensemble des variables relationnelles atteste de cette corrélation : les enseignants qui semblent

les plus isolés, qui ont l'appréciation la moins favorable à l'égard des formes de solidarité dans l'équipe ou du rapport à la hiérarchie, sont également les plus concernés. Cette logique est d'autant plus forte lorsque l'on se penche sur la relation de ces enseignants aux élèves. On observe

ainsi une forte corrélation entre le fait d'avoir été insulté, et plus largement victime, et la confrontation à la remise en cause des contenus d'enseignement.

Avez-vous été confronté à une remise en cause des contenus de vos enseignements ? Tableau croisé Fréquence insultes/Remise en cause contenus

Tableau 47

AVEZ-VOUS ÉTÉ INSULTÉ DANS LE CADRE DE VOS FONCTIONS CETTE ANNÉE ?	Jamais	Rarement	Assez souvent	Très souvent	TOTAL
Jamais	48 %	44 %	7 %	1 %	100 %
Une ou deux fois	30 %	54 %	14 %	3 %	100 %
Trois ou quatre fois	22 %	46 %	26 %	5 %	100 %
Cinq fois et plus	16 %	46 %	23 %	15 %	100 %
TOTAL	40 %	47 %	11 %	2 %	100 %

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La relation est très significative. $p\text{-value} = < 0,01$; $\text{Khi}^2 = 765,7$; $\text{ddl} = 9$.

Ainsi, ce sont seulement 16% des enseignants qui sont le plus victimes d'insultes qui ne signalent jamais de remise en cause de leurs contenus. À l'inverse, ils sont 15 fois plus nombreux (1 à 15%) à le signaler très souvent, comparativement à ceux qui ne sont jamais insultés. Ce rapport – dans des intensités plus ou moins fortes liées à de faibles victimations sur certains items comme nous l'avons vu par ailleurs – se vérifie sur les autres victimations et confirme une expérience plurielle de la difficulté qui ne se limite pas à la seule confrontation aux élèves sur ces thèmes. On peut donc supposer que l'épreuve de la remise en cause des contenus d'enseignement est d'autant plus mal vécue que les premiers concernés sont

aussi les plus isolés, et ceux qui vivent déjà l'école plus mal que leurs collègues. Il y a là sans doute des enjeux de formation majeurs qui rappellent aussi la logique systémique de la construction de la relation pédagogique à long terme.

4.3. UNE EXPÉRIENCE DE LA CONFRONTATION AUX PROPOS DES ÉLÈVES PLUS OU MOINS MARQUÉS SOCIALEMENT

Qu'en est-il des différences en fonction des contextes d'exercice du métier sur ces registres de la confrontation entre les élèves et les enseignants ? L'état des lieux nécessite un jeu de nuances qui signale

la complexité des situations observées, battant en brèche les discours alarmés sur une prétendue dérive des conditions d'exercice en milieu populaire.

La modération des propos est **particulièrement signalée dans l'éducation prioritaire**, puisque ce sont 37% des personnels en REP+ qui le signalent très souvent contre 29% en REP et 17% en établissement ordinaire.

Avez-vous dû demander à certains de vos élèves de modérer leurs propos en classe ? Tableau croisé éducation prioritaire/Modération propos élèves

Tableau 48

VOTRE ÉTABLISSEMENT BÉNÉFICIE-T-IL D'UN LABEL DE L'ÉDUCATION PRIORITAIRE ?	Jamais	Rarement	Assez souvent	Très souvent	TOTAL
Non	15 %	39 %	30 %	17 %	100 %
REP	9 %	24 %	38 %	29 %	100 %
REP+	6 %	19 %	37 %	37 %	100 %
TOTAL	14 %	37 %	30 %	18 %	100 %

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La relation est très significative. $p\text{-value} = < 0,01$; $\text{Khi}^2 = 210,2$; $\text{ddl} = 6$.

On notera également que ce sont près du double des enseignants qui exercent en REP+ qui signalent n'être jamais ou rarement confrontés à cette expérience, comparativement à ceux qui exercent dans

des établissements sans label de l'éducation prioritaire. Les causes de la modération sont par ailleurs fortement différenciées en fonction des contextes sociaux.

Tableau croisé Éducation prioritaire/Nature modération propos élève

Votre établissement bénéficie-t-il d'un label de l'éducation prioritaire ? Si oui, était-ce en lien avec :

Tableau 49

VOTRE ÉTABLISSEMENT BÉNÉFICIE-T-IL D'UN LABEL DE L'ÉDUCATION PRIORITAIRE ?	THÉORIES DU COMLOT		RELIGION		LGBT-PHOBIE		RACISME ET XÉNOPHOBIE		AUTRE		TOTAL	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Non	789	14%	1 200	22%	1 280	23%	2 101	38%	3 248	59%	5 513	
REP et REP+	129	18%	295	42%	243	34%	318	45%	351	50%	705	
TOTAL	918	15%	1 495	24%	1 523	24%	2 419	39%	3 599	58%	6 218	

■ Éléments sous-représentés ■ Éléments sur-représentés

La relation est très significative. $p\text{-value} < 0,01$; $\text{Khi}^2 = 160,7$; $\text{ddl} = 4$.

Si la modalité « Autre » qui recoupe largement des problèmes de langage inapproprié ou de comportement est majoritaire pour l'ensemble des enseignants, ceux qui exercent en REP sont plus nombreux que les autres à signaler reprendre des élèves sur des questions liées au racisme et à la xénophobie, aux discriminations de genre et, plus à la marge, à des théories du complot. Mais c'est sur la question religieuse que la différence est vraiment significative, puisque ce sont proportionnellement deux fois plus d'enseignants qui enseignent en REP qui signalent reprendre leurs élèves vis-à-vis de propos en lien avec la religion. Si cette occurrence doit être considérée avec prudence au regard des différences d'échantillon entre REP et non REP, il reste néanmoins nécessaire de mieux comprendre les situations qui aboutissent à ces demandes de modération ainsi que leur nature.

Rappelons-le : ce questionnaire ne permet pas d'apprécier la nuance de ces situations de tension.

La demande de modération des propos ne signale sans doute pas toujours une confrontation forte ou susceptible de créer de la rupture. Elle peut même être considérée dans certaines situations – débats autour de questions sociales vives, régulation entre élèves, etc. – comme une étape nécessaire dans un processus de dialogue entre les élèves et leurs enseignants. Il serait aussi intéressant de mesurer le degré de sensibilité des enseignants à la question religieuse dans ces milieux pour contextualiser les formes d'interaction entretenues sur le terrain autour de ces questions.

Cette enquête ne le permet pas, mais confirme en revanche des expériences en la matière qui sont fortement différenciées en fonction des milieux d'exercice, plutôt qu'au regard de critères d'âge ou de sexe des personnels.

Les enseignants ne sont en revanche pas plus remis en cause dans leurs contenus d'enseignement en REP qu'ailleurs.

Tableau croisé Éducation prioritaire/Remise en cause contenus**Avez-vous été confronté à une remise en cause des contenus de vos enseignements ?**

Tableau 50

VOTRE ÉTABLISSEMENT BÉNÉFICIE-T-IL D'UN LABEL DE L'ÉDUCATION PRIORITAIRE ?	Jamais	Rarement	Souvent	TOTAL
Non	41 %	48 %	11 %	100 %
REP et REP+	38 %	48 %	14 %	100 %
TOTAL	41 %	48 %	12 %	100 %

La relation est peu significative. $p\text{-value} < 0,01$; $\text{Khi}^2 = 4,0$; $\text{ddl} = 2$.

D'un point de vue statistique, les différences sur la question sont très peu significatives au regard des échantillons comparés. Cela signifie que ce n'est pas sur les modalités de confrontation les plus dures que s'élaborent les différences entre les établissements de l'éducation prioritaire et les autres, et que nous ne constatons pas d'atteintes au discours de l'école dans ces espaces. Cette observation est essentielle pour saisir la mécanique de la confrontation qui ne signale pas une forme de rupture avec de prétendus « territoires perdus de la République », même si les conditions d'exercice sont plus dégradées en REP qu'ailleurs.

Redisons-le : les enseignants des établissements de l'éducation prioritaire souffrent d'abord de l'isolement et de la difficulté à créer des collectifs pour assumer une mission face à laquelle ils ont trop souvent le sentiment de se battre seul. Le terrain n'est pas aussi miné qu'on l'entend trop souvent, mais l'appui institutionnel porté à l'égard de la communauté éducative en général, et des enseignants en particulier, augure d'un impératif d'action publique que l'on ne peut pas continuer d'éviter.

CONCLUSION

Nous serons assez brefs dans cette conclusion qui n'est de toute manière que provisoire. L'enquête sur le premier degré, mais aussi nos travaux de terrain en cours nous aideront à la compléter. Mais plusieurs grands résultats méritent d'être mis en évidence et partagés.

UN CLIMAT QUI SE DÉGRADE ENTRE ADULTES, UN QUOTIDIEN AVEC LES ÉLÈVES PLUS FAVORABLE

- Le climat scolaire s'est fortement dégradé entre 2013 et 2022 d'après les personnels, passant de 37,8% d'insatisfaits (cumul des réponses pas du tout satisfait et plutôt pas satisfait) à 50,7% d'insatisfaits, soit plus de la moitié des personnels. Les répondants exerçant en lycée professionnel sont les plus insatisfaits (56% contre 41% en LEGT et 54% en collège).
- Toutefois, la relation aux élèves ne s'est pas détériorée et reste à un niveau positif, ce qui est d'ailleurs en accord avec les enquêtes nationales de climat scolaire auprès des élèves (voir par exemple DEPP, Hubert, 2018, en ce qui concerne les collèges, et Depp, 2018, en ce qui concerne les lycées). Ainsi, dans nos enquêtes, 80,1% des répondants en 2022 pensent que la relation entre enseignants et élèves est bonne ou plutôt bonne contre 78,2% en 2013. Le sentiment d'être respecté par les élèves reste très majoritaire (84,5%), dans toutes les catégories de personnel.
- Le sentiment qu'il existe de la violence dans l'établissement n'a pas évolué, restant très présent pour un peu moins d'un tiers des personnels. La victima-

tion des personnels par les élèves, même si elle est assez importante au niveau de la violence verbale, a légèrement, mais significativement diminué, passant de 42,3% des membres du personnel rapportant avoir été injuriés dans le cadre de leur fonction en 2013, à une baisse légère, mais significative de 40,2%. Les violences physiques sont toujours extrêmement rares : nous passons de 95,2% à 98% de membres du personnel déclarant n'avoir jamais été frappé dans l'exercice de leur fonction dans l'année. Les violences avec armes sont rarissimes (moins de 0,4% de l'échantillon) et il s'agit dans la plupart des cas d'armes par destination (cutter, compas, outil en atelier), rendant totalement caducs les fantasmes de détecteurs de métaux et de fouilles des cartables pour régler le problème. Cette relative rareté des violences physiques ne doit pas conduire à les relativiser qualitativement, mais bien à une prise en charge psychologique efficace des victimes. Il ne s'agit pas pour autant d'une mesure de la violence entre élèves, non évaluée dans cette enquête.

- Comme dans toutes les enquêtes en France et à l'étranger, les violences sont essentiellement des violences exercées en interne bien plus que des violences d'intrusion : celles-ci existent, mais restent rares. Moins de 0,4% des répondants se sont fait menacer par des intrus. 2 répondants sur l'ensemble se sont fait frapper par des intrus et 4 par des inconnus à l'extérieur de l'établissement (soit en tout moins de 0,4%). Une fois de plus, nous soulignerons que la vidéoprotection et l'enfermement sur eux-mêmes des établissements

scolaires ne sauraient tenir lieu de panacée contre la violence en milieu scolaire.

- Cette victimation révèle certaines inégalités. Ces inégalités ne sont pas vraiment liées au sexe⁸. Les femmes sont plutôt moins victimes que les hommes, mais dans des proportions relativement faibles. Par contre, trois variables sont réellement opérantes. Une variable socioéconomique (le fait d'appartenir à l'éducation prioritaire). Une variable liée à la fonction exercée : les personnels non enseignants (en particulier de vie scolaire) et les enseignants en charge de classes spécialisées sont plus souvent victimes des élèves. Les personnels de direction sont plus souvent menacés par des parents. Enfin, une variable est liée au type d'établissement : les personnels des lycées professionnels et des collèges sont nettement plus exposés que les enseignants de LEGT. On peut bien sûr y voir une conséquence du tri social, sachant que la sociologie de la violence à l'école est – et reste – une sociologie de l'exclusion (Devine, 2001).

UN EFFONDREMENT DE LA QUALITÉ DE LA RELATION ENTRE LES ADULTES ET UNE DÉFIANCE FORTE À L'ÉGARD DE LA HIÉRARCHIE

Cependant – et c'est sans doute ce qui est le plus significatif dans cette nouvelle enquête –, on assiste à un véritable effondrement de la qualité des relations entre adultes, en lien avec une remise en cause très forte des hiérarchies, autant proches que lointaines.

- La principale remise en cause concerne la haute hiérarchie de l'Éducation nationale

⁸ Notre questionnaire permettait de s'identifier comme homme, femme ou non-binaire. Toutefois, le peu de réponses dans cette dernière catégorie nous conduit à continuer à employer le terme « sexe », comparant hommes et femmes cisgenres.

et le ministère. Elle s'exprime dans le sentiment exprimé par 78% des répondants de ne pas être respectés par la hiérarchie hors établissement. Elle s'exprime aussi par une évaluation très négative des réformes récentes et de la manière de faire réforme. On notera que, contrairement à nos enquêtes précédentes, les personnels de direction témoignent d'une méfiance accentuée face à ces réformes. Certes, les PERDIR ont une vision plus positive avec un taux d'approbation de 44% pour la réforme des lycées et de 45,6% pour la réforme du baccalauréat, vs moins de 7% pour les enseignants. Ce qui signifie aussi que ceux qui sont chargés d'appliquer ces réformes sont 93% à la désapprouver dans leur classe et 60% chez les personnels de direction. La réforme de la formation est tout autant conspuée avec un taux d'approbation de moins de 8%. Il y a d'ailleurs une forte augmentation du nombre de répondants se sentant mal formés : nous sommes donc passés en une dizaine d'années de 58,1% à 66,4% des répondants estimant avoir été peu ou pas formés (et même 70% pour les enseignants).

- La deuxième remise en cause est celle de la hiérarchie proche, représentée par les chefs d'établissement. En particulier, près de la moitié des personnels interrogés (48%) perçoivent une mauvaise qualité de la relation enseignants/direction, en augmentation de 14% par rapport à l'enquête précédente.
- L'augmentation des conflits d'équipe est avérée, avec une baisse de la solidarité entre adultes : l'équipe est jugée peu ou pas solidaire par 40,5% des répondants

en 2022 contre 33,6% en 2013. Ces conflits prennent place autour du sentiment d'une discipline mal appliquée passant en 2022 à 55,2% versus 44% en 2013. Ils s'expriment aussi par une augmentation des réponses à la question sur le rejet subi de la part d'au moins une partie du personnel qui passe de 18,3% des réponses à 30,6%.

- La principale évolution des victimations déclarées par les personnels est qu'elles sont bien plus souvent des victimations entre personnels... La question du harcèlement moral est devenue centrale. On passe en effet de 10,8% à 19,9% de répondants s'estimant harcelés. Près d'un sur 5 estime avoir été harcelé en 2022 contre un peu plus d'un sur 10 en 2013. Très majoritairement, ce harcèlement supposé n'est pas exercé par les élèves, mais d'abord par d'autres professionnels : dans plus de 43% des cas rapportés par la direction quand il s'agit des enseignants ou des CPE, par exemple, et dans plus de 36% par d'autres membres du personnel quand il s'agit des directions.
- Ceci témoigne d'un immense malaise dans l'organisation scolaire où il ne s'agit pas de dire que les directions sont moins efficaces qu'antérieurement, mais que la perte de sens liée à des réformes mal comprises et malmenantes – ajoutée à la crise sanitaire et à une communication ministérielle erratique –, ont placé les cadres de terrain dans des situations très difficiles à gérer. Le scepticisme et la souffrance au travail en ont été multipliés autant pour ces cadres que pour la base. Les revendications salariales s'expriment bien plus que dans notre

précédente enquête, justifiées sans aucun doute, mais témoignant aussi d'un fort sentiment de déclassement et de maltraitance politico-institutionnelle.

- Ceci a un effet qui va bien au-delà des difficultés actuelles à recruter. On passe de 31% de personnes déclarant n'être pas satisfaites de leur métier à 55% entre nos deux enquêtes. 24% de plus : c'est un effondrement. Il en va de même des réponses à la question : « Songez-vous souvent à quitter votre métier ? » : 30% des répondants en 2013 y songeaient très souvent ou plutôt souvent, ils sont 51,3% dans ce cas en 2022 à l'exprimer. 21% de plus... Le problème n'est donc pas simplement d'attirer de nouveaux enseignants, mais de retenir les autres ou d'éviter leur découragement. En langage technocratique : il y a un problème de gestion du stock. De gestion humaine.

DE NOUVELLES PROBLÉMATIQUES À INTERROGER AUTOUR DE LA LAÏCITÉ ET DU RAPPORT À L'ÉCOLE

Si nous mettons fortement l'accent sur la dégradation du climat scolaire liée à une gouvernance de plus en plus rejetée ayant pour conséquence l'augmentation des conflits d'équipe et une perte de sens, il n'en reste pas moins que de nouvelles problématiques se font jour dans notre enquête. Cela concerne le rapport à la laïcité et la remise en cause des contenus d'enseignement.

- Une majorité de personnels a aujourd'hui le sentiment que la laïcité est menacée à l'école. Ce sont précisément 53% qui partagent cette inquiétude, inquiétude qui augmente avec l'âge des répondants. Le fait d'enseigner en REP ou ailleurs n'a pas d'incidence significative sur ce sentiment, comme la composition sociale des établissements d'exercice. Plus que des variables sociales, la question du climat scolaire est là encore centrale : 63% des personnels qui se disent insatisfaits du climat considèrent la laïcité comme menacée à l'école, contre 38% de ceux qui apprécient le climat le plus favorablement. Il semble donc que les craintes à l'égard de la laïcité s'insèrent dans une appréhension plus négative de l'école en général, plutôt que sur la base des contextes d'exercice du métier.
- Ce sont environ la moitié des personnels qui demandent assez souvent ou souvent à leurs élèves de modérer leurs propos. Ce sont d'abord les insultes ou le langage déplacé qui suscitent le plus grand nombre de demandes de modération, pour près de la moitié de ceux qui le signalent. Les interventions portent ensuite sur la nécessité de reprendre les élèves sur des situations de racisme ou de xénophobie (39%) et

de LGBT-phobie (24%). On retrouve à peu près ce même nombre en ce qui concerne la modération à propos de la religion tandis que 15% des personnels sont confrontés à des discours liés aux théories du complot.

- 13% des personnels sont confrontés très souvent ou assez souvent à des remises en cause de leur enseignement. La majorité de ces réponses portent sur des remises en cause des méthodes pédagogiques utilisées, plus que sur les contenus en tant que tels. Le lien avec la religion arrive en seconde position, avec près de 16% des enseignants de l'échantillon qui signalent avoir été confrontés à une remise en cause de leurs contenus en lien avec la religion. Ils sont 3,7% de l'échantillon total à le vivre souvent ou très souvent.

Nous n'irons pas plus loin dans ce résumé des principales conclusions qui peuvent être tirées de notre enquête. Comme nous l'avons annoncé dans notre introduction, nous avons surtout comme projet de livrer – grâce au soutien de la Fédération des Autonomes de Solidarité et de la CASDEN – des données nouvelles, au plus près du terrain. Des publications bien plus complètes suivront. Simplement : lors de notre première enquête, en 2013, il était question de « refonder l'école de la République », et la bienveillance était affirmée. En 2022 s'ouvre un « Conseil national de la refondation » après 5 années pendant lesquelles la « confiance » décrétée devait définir l'école... Certes, mais pas plus qu'on ne change une société par décret, on ne pourra changer une profession contre ses professionnels dont la méfiance est devenue telle que tout pilotage hiérarchique, bureaucratique et centralisé est voué aux gémonies. Même, et peut-être surtout, celui d'un pouvoir vertical qui affirme de bien haut la liberté des acteurs.

Il est peu de pouvoirs
qui se privent du luxe de dire :
vous êtes libres

disait André Gluksmann.

Cette recherche a été rendue possible grâce à la mobilisation de L'Autonome de Solidarité Laïque (L'ASL), portée par son Président Vincent Bouba, et son Conseil d'administration : un grand merci à eux...

Le travail collectif engagé au sein du groupe dédié à L'ASL a été important pour tenir ce projet dans la durée. Merci à Sylvie Guyot, secrétaire générale, Jean-Louis Linder, vice-président, Malika Benyahia, Jamila Fradj et Patricia Lassau. Nos pensées amicales à Roger Cruqc, ancien président de la FAS, avec qui l'enquête de 2013 avait été initiée. Merci également à la CASDEN et à son Délégué Général Philippe Miclot pour leur appui constant. Ce partenariat témoigne de la pertinence de collaborations croisées qui permettent d'ancrer dans la durée la conviction d'une nécessaire production de connaissances indépendante et sans complaisance.

Merci à Nadine Champeaud qui assure un remarquable travail de suivi administratif au sein de l'OUIEP, et aux collègues universitaires qui alimentent des réflexions collectives décisives.

Merci à l'agence UNICORP et en particulier à Muriel Sola, Cihem Gharbi et Laura Jolivet pour leur professionnalisme et leur suivi toujours attentif.

Merci enfin à toutes les personnes qui ont bien voulu consacrer un moment de leur temps pour répondre au questionnaire que nous leur avons proposé. Merci surtout de leur confiance.

Le présent rapport fait la démonstration de l'exercice d'une pleine liberté académique : il n'engage que leurs auteurs.



 www.autonome-solidarite.fr

